

RAPPORT ANNUEL 2024



GCERF
Prévenir l'Extrémisme Violent
et le Terrorisme

Table des matières

Termes Clés et Acronymes	4
Avant-propos	6
Remerciements	7
GCERF en un Coup Coup d'Oeil	8
Étapes importantes à ce jour	8
Subventions par pays de 2014 à 2024	11
GCERF en 2024	12
Principaux Résultats en 2024	15
L'Impact du GCERF sur le Terrain	16
Témoignages de nos Partenaires Gouvernementaux et Financiers	18
Aperçu Global des Programmes	21
Afrique de l'Est et Afrique Australe	23
Kenya	24
Mozambique	26
Somalie	28
Afrique de l'Ouest	31
Ghana	32
Nigéria	34
Asie centrale	37
Kirghizistan	38
Asie du Sud et du Sud-Est	41
Philippines	42
Sri Lanka	44

Balkans Occidentaux	47
Albanie	48
Bosnie-Herzégovine	50
Kosovo	52
Macédoine du Nord	54
Moyen-Orient et Afrique du Nord	57
Irak	58
Tunisie	60
Yémen	62
Sahel	65
Burkina Faso	66
Mali	68
Mauritanie	70
Niger	72
Tchad	74
Plaidoyer et Visibilité	76
Partage des Connaissances et de Bonnes Pratiques	78
Gouvernance	79
Finance	80
Note de Fin	84
Annexes	86

Termes Clés et Acronymes

AES Alliance des États du Sahel

LT Lutte contre le Terrorisme

AGR Activité Génératrice de Revenus

MSP Mécanisme de Soutien Pays

AVEP Association Villageoise d'Épargne et de Prêt

OSC Organisation de la Société Civile

CdP Communauté de Pratique

P/LEV Prévention et Lutte contre l'Extrémisme Violent

CEI Comité d'Examen indépendant

PAM Plateforme d'Action Mondiale

CGE Comité de Gouvernance et d'Éthique

PDI Personne Déplacée Interne

EV Extrémisme Violent

PEV Prévention de l'Extrémisme Violent

GCTF Forum Mondial de Lutte contre le Terrorisme

R&R Réhabilitation et Réintégration

GEN Groupe d'Experts Nationaux

TFL Task Force Locale



Avant-propos

Alors que le Fonds mondial pour l'engagement communautaire et la résilience (GCERF) s'est tourné vers 2025 et au-delà, nous sommes heureux que nos activités en 2024 constituent de solides bases pour naviguer ces temps incertains.

D'une part, l'environnement global est plus propice à l'extrémisme violent que jamais depuis la création du GCERF ; d'autre part, l'environnement de financement dans lequel évolue GCERF est plus imprévisible et contraint. Il est donc essentiel de démontrer l'impact, de mobiliser les partenariats et de maintenir le rapport coût-efficacité.

Ce rapport annuel 2024 démontre clairement notre impact : nous réduisons le risque de radicalisation et de recrutement au sein des communautés à travers le monde. Les interventions varient considérablement selon les défis qui sont spécifiques au contexte, mais il y a au moins trois thèmes communs. Premièrement, les programmes du GCERF sont durables, ce qui est le seul moyen d'obtenir un impact significatif. Deuxièmement, ils sont inclusifs : les membres de la communauté, les autorités locales et nationales sont tous parties prenantes de la conception, de la mise en œuvre et, en fin de compte, de la réussite des programmes. Troisièmement, leur impact est mesurable.

Au cours des dix dernières années, GCERF s'est imposé comme l'un des principaux fonds pour la prévention communautaire. Ce rapport annuel illustre la manière dont nous élargissons notre principe de partenariat afin d'inscrire nos actions dans le cadre plus vaste de l'architecture mondiale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, pour que l'impact collectif dépasse la somme des contributions individuelles. Nous partageons également de plus en plus notre expertise, par exemple en matière de suivi et d'évaluation, ainsi que de réhabilitation et de réintégration des anciens combattants terroristes étrangers et de leurs familles. Notre conseil d'administration est un collectif unique pour faire le lien entre la politique de haut niveau et l'action sur le terrain.

Le rapport coût-efficacité est un critère incontournable, et ce à juste titre. Au cours des dix dernières années, GCERF a investi 112 millions d'USD pour atteindre 3,8 millions de personnes directement menacées, ce qui représente un retour sur investissement d'environ 30 USD par personne. Notre petit secrétariat et notre réseau de conseillers nationaux offrent un rapport qualité-prix inégalé et doivent continuer à le faire.

Nous sommes convaincus que GCERF dispose de l'orientation, du modèle opérationnel, de l'expérience et de l'expertise nécessaires, non seulement pour poursuivre et développer son travail unique, mais aussi pour définir l'agenda de la prévention et devenir un modèle pour les futures agences de développement.



Stefano Manservisi
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION



Dr Khalid Koser
DIRECTEUR
EXÉCUTIF

Remerciements

GCERF remercie ses partenaires financiers, son conseil d'administration, les membres du mécanisme de soutien aux pays, les partenaires de la société civile et toutes les autres parties prenantes pour leur engagement et leur soutien généreux.



Pays partenaires



GCERF en un Coup Coup d'Oeil

GCERF a été créé en 2014 pour contrer et prévenir l'extrémisme violent en investissant dans des personnes et des initiatives locales qui sont généralement hors de portée de la communauté internationale. Grâce à ces investissements, GCERF s'attaque aux moteurs sociaux, économiques et politiques locaux de la radicalisation et du recrutement par des groupes terroristes et extrémistes violents, en proposant de meilleures alternatives. À l'ère de la mondialisation et des espaces numériques sans frontières, le travail du GCERF contribue à la sécurité des communautés bien au-delà des pays qui reçoivent des subventions.

ÉTAPES IMPORTANTES À CE JOUR



112M USD
valeur totale
des subventions
accordées



136
nombre de
subventions



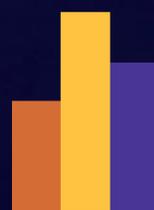
29 mois
durée moyenne
des subventions



396
nombre
d'organisations
de la société civile
(OSC) soutenues



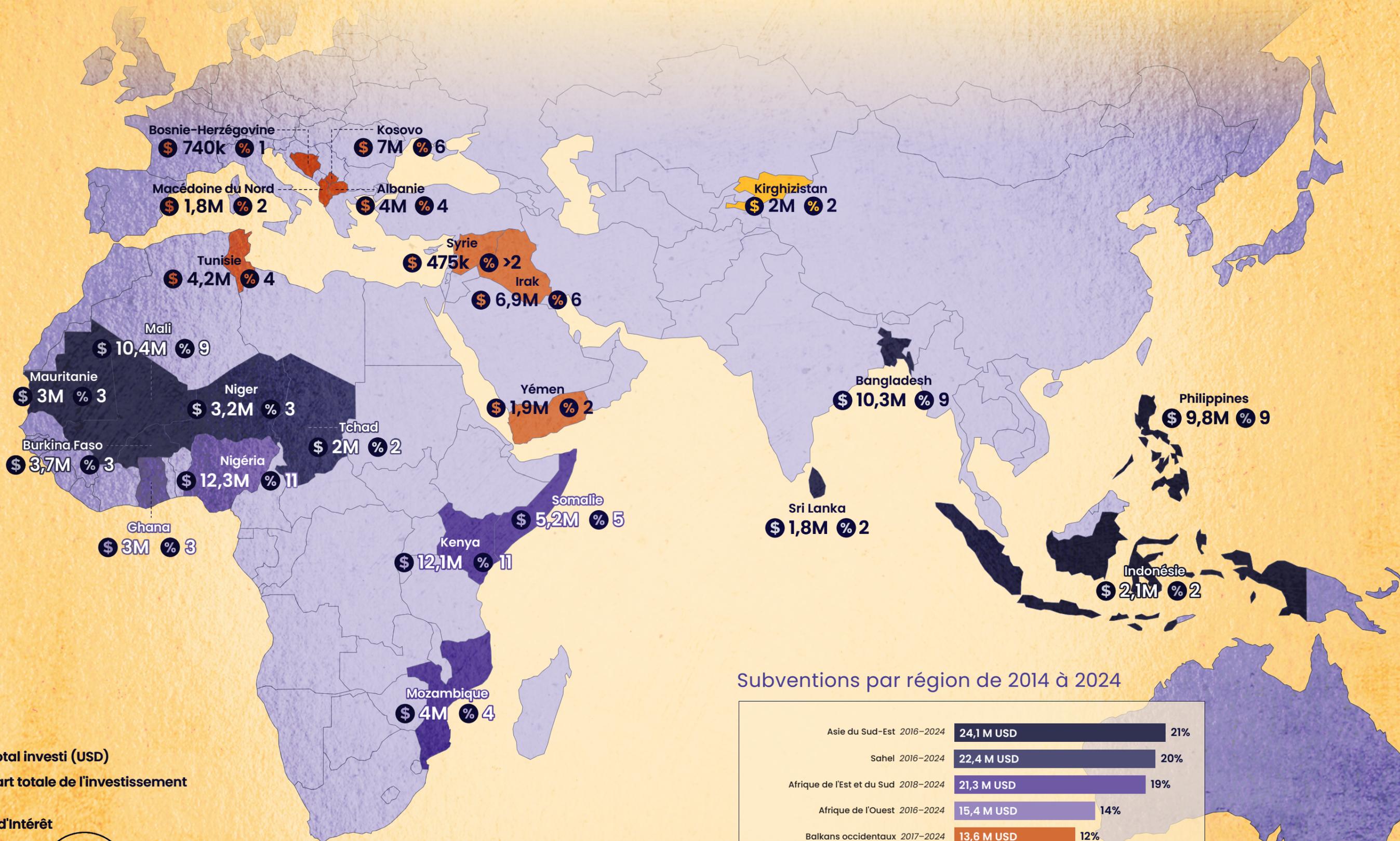
3.8M
nombre de
participants directs
aux programmes
financés par le
GCERF



879,000 USD
valeur moyenne des
subventions



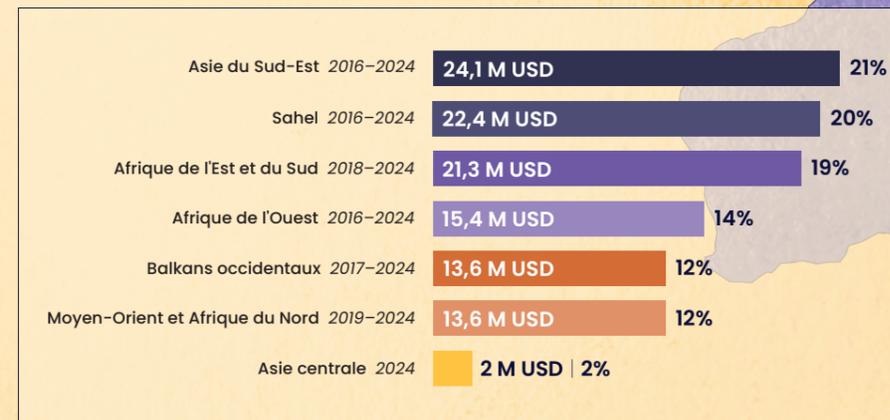
SUBVENTIONS PAR PAYS DE 2014 À 2024



💰 Total investi (USD)
📊 Part totale de l'investissement



Subventions par région de 2014 à 2024



GCERF en 2024



19M USD
valeur totale
des subventions
accordées



75
nombre de
subventions
actives



6
nombre d'appels
à propositions



100
nombre de
propositions
reçues



246
nombre d'OSC
soutenues



29%
Pourcentage des
OSC dirigées par
une femme



245 830
nombre de participants directs aux
programmes financés par GCERF



42% pourcentage des OSC financées
par GCERF ayant reçu un financement
supplémentaire*



40% pourcentage de ces OSC ayant affirmé
que leur expérience avec GCERF*

* 98 OSC ont répondu à l'enquête.

Pays d'intervention	Investissement (USD)	# de subventions	# d'OSC
Albanie	880,000	5	15
Bangladesh		2	6
Bosnie-Herzégovine	240,000	1	1
Burkina Faso		4	10
Tchad	400,000	3	7
Ghana	2,799,235	4	11
Indonésie	2,296,870		
Irak	3,919,920	8	13
Kenya	1,929,640	4	26
Kosovo	700,000	4	11
Kirghizistan	2,032,000	2	7
Mali	169,535	3	6
Mauritanie	500,000	4	13
Mozambique	1,503,000	3	14
Niger	250,000	3	7
Nigéria		3	7
Macédoine du Nord	500,000	2	9
Philippines	200,135	7	31
Somalie	410,000	4	11
Sri Lanka		1	14
Syrie*	93,455	1	3
Tunisie	419,990	5	16
Yémen		2	8
Total général	19,243,778	75	246

* Les activités en Syrie se limitent uniquement au camp d'Al-Hol.

Nous avons entamé le processus d'octroi de subventions avec GCERF en 2023, en tant que membre d'un consortium d'organisations dirigées par des femmes au Tchad. Alors que deux autres consortiums ont signé leurs accords rapidement, le nôtre a pris plus de temps - près de huit mois supplémentaires - avant d'être finalisé et signé en 2024. En tant que chef de file d'un consortium, c'était la première fois que nous recevions un financement international et que nous gérons un consortium, et il en allait de même pour nos organisations partenaires.

Naviguer dans ce processus a été un défi, en particulier lorsqu'il s'agissait d'élaborer des plans de travail et des budgets conformes. Nous avons procédé à plus de 25 révisions avant que tout ne soit approuvé. Pendant tout ce temps, GCERF est resté engagé et nous a soutenus, en nous guidant pas à pas et en ne nous abandonnant jamais. **Grâce à leur engagement et à leur partenariat, nous avons finalement pu signer la subvention et commencer à mettre en œuvre des programmes dans nos communautés."**

- M. Bichara, secrétaire exécutif de Association Tchadienne pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (ATPDH)

Principaux Résultats en 2024



24 600
personnes formées
à la PEV et à l'esprit
critique



8 200
personnes formées
à la lutte contre la
radicalisation en ligne



21 800
personnes engagées dans des dialogues
interconfessionnels, des dialogues intergénérationnels
et des consultations pour renforcer la solidarité, résoudre
les conflits et améliorer la confiance entre les agences
gouvernementales et les membres de la communauté



16 100
personnes ont bénéficié d'un ensemble de ressources
et de formations destinées à accroître leur résilience
économique face à l'extrémisme violent



9 100
personnes ont
bénéficié d'une
formation et ont été
impliquées dans
les processus de
résolution des conflits



6 200
personnes ont bénéficié
de conseils et d'un
soutien psychosocial
pour surmonter les
traumatismes liés à
l'extrémisme violent



1 700
rapatriés ont bénéficié d'une réhabilitation
holistique et d'un soutien à la réintégration
couvrant les besoins psychosociaux, économiques,
éducatifs, juridiques et administratifs



L'Impact du GCERF sur le Terrain

Ce que nous avons appris : Points forts des évaluations post-subvention faites en 2024

ALBANIE

L'Albanie continue de rapatrier d'anciens combattants terroristes et leurs familles des camps du nord-est de la Syrie. La réhabilitation et la réintégration (R&R) sont essentielles pour prévenir la récurrence vers l'extrémisme violent, car favoriser un sentiment d'acceptation aide les individus à reconstruire leur vie et à résister aux idéologies extrémistes.

GCERF a investi 500 000 USD dans une subvention avec Institut pour la Démocratie et la Médiation (IDM) afin de soutenir la R&R en Albanie, ce qui a permis d'obtenir les résultats suivants :



83% des rapatriés soutenus/engagés dans le cadre de la subvention de l'IDM ont déclaré se sentir intégrés et acceptés par leurs communautés, ce qui reflète un climat général d'hospitalité et d'acceptation à l'égard des rapatriés en Albanie.

GHANA

Au Ghana, les femmes des communautés de réfugiés peuls et burkinabés sont confrontées à un risque accru de radicalisation et de recrutement par des groupes extrémistes violents, principalement en raison des opportunités économiques limitées, de la marginalisation sociale et du manque d'accès à l'éducation et aux moyens de subsistance.

GCERF a fourni une subvention d'urgence d'une valeur de 350 000 USD, ce qui a permis d'obtenir les résultats suivants :



41% des femmes ont déclaré avoir des biens productifs suffisants pour soutenir leurs moyens de subsistance, ce qui représente une augmentation considérable par rapport aux 29 % enregistrés au départ, tandis que l'accès aux opportunités économiques est passé de 35 % à 50 %.



La proportion de femmes ayant des compétences économiques accrues est passée de 41% à 62%, tandis que la confiance des jeunes envers les membres d'autres communautés s'est améliorée, passant de 53 % à 62 %, ce qui témoigne d'une meilleure cohésion entre les groupes.

KENYA

Il est essentiel d'impliquer les chefs religieux dans la prévention de l'extrémisme violent, car ils sont souvent des voix d'autorité et d'influence très respectées au sein de leurs communautés. En leur fournissant les outils et les connaissances nécessaires pour remettre en question les récits extrémistes et promouvoir des messages de paix et de tolérance, ils sont mieux préparés à atteindre les personnes susceptibles de se radicaliser.

GCERF a investi 230 000 USD dans une subvention avec le Center for Sustainable Conflict Resolution (CSCR) afin d'impliquer les chefs religieux dans la PEV, ce qui a permis d'obtenir les résultats suivants :



Sur les 154 chefs religieux qui ont participé au programme dans le cadre de la subvention du CSCR, **93 % ont démontré une meilleure capacité à mener des initiatives visant à prévenir l'extrémisme violent.** À la fin du programme, 87 % d'entre eux étaient en mesure d'utiliser ces compétences pour diffuser des messages alternatifs.

KOSOVO

Les enfants de retour au pays sont particulièrement vulnérables à la récurrence, ce qui rend leur réintégration réussie à l'école et dans la vie communautaire essentielle à une prévention durable. L'accès à l'éducation, le soutien psychologique et l'engagement communautaire permettent à ces enfants de briser le cycle de la violence et de renforcer leur résistance aux idéologies extrémistes.

GCERF a investi dans la R&R des rapatriés, ce qui a permis d'obtenir les résultats suivants :



92% des mères ont déclaré que leurs enfants s'exprimaient mieux, rétablissaient des relations positives avec leurs pairs, participaient activement à des activités sociales et se sentaient en sécurité à l'école.



74% des professionnels de première ligne (psychiatres, psychologues et travailleurs sociaux) qui ont suivi une formation sur le soutien à la santé mentale des rapatriés ont démontré une capacité suffisante pour fournir des services de réadaptation et de réintégration.

SAHEL (BURKINA FASO, MALI, NIGER)

Au Sahel, les anciens combattants sont exposés à un risque élevé de récurrence, en grande partie en raison de leur marginalisation et de leur exclusion des communautés d'accueil. La stigmatisation, le manque de soutien social et l'accès limité à l'éducation, à l'emploi et aux services psychosociaux peuvent les rendre vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes violents, perpétuant ainsi le cycle de la violence.

GCERF a investi 17 millions de dollars au Sahel, ce qui a permis d'obtenir les résultats suivants :



Au Mali, parmi les anciens combattants, **la participation à des programmes de réintégration a renforcé leur sentiment d'appartenance et d'acceptation au sein de la communauté de 12 %** par rapport à ceux qui n'y ont pas participé.



Les anciens combattants qui ont également participé à des programmes de réintégration ont obtenu un score supérieur de 6 % à l'indice de résilience à l'extrémisme violent du GCERF – un indicateur localisé adapté à la région du Sahel – démontrant des valeurs personnelles plus fortes, une plus grande cohésion sociale, une confiance accrue dans les institutions et un rejet plus clair de la violence par rapport à leurs pairs non participants.



Dans les communautés pastorales et agricoles vulnérables de Tillabéri, au Niger, le programme communautaire global a renforcé la confiance au sein de la communauté, **faisant passer le pourcentage de membres faisant confiance aux autres individus de 32 % au départ à 64 % à la fin du programme.**

Témoignages de nos Partenaires Gouvernementaux et Financiers

Notre partenariat avec GCERF a joué un rôle déterminant dans l'avancement de l'approche axée sur la prévention de l'extrémisme violent au Ghana. En responsabilisant les communautés, en renforçant les institutions locales et en s'alignant sur les stratégies nationales, GCERF est devenu un allié de confiance dans notre quête de résilience, d'inclusion et de paix à long terme."

– Secrétariat du Conseil national de sécurité, Ghana

GCERF est le seul partenaire à travailler sur la R&R des rapatriés du nord-est de la Syrie par le biais d'un programme holistique. Cela implique un soutien avant le départ dans les camps et des subventions à la société civile pour soutenir les efforts de R&R une fois que l'individu est retourné dans son pays d'origine. GCERF devrait développer ce travail pour soutenir davantage d'efforts de rapatriement, de réhabilitation et de réintégration à travers le monde."

– Mensur Hoti, Ministère de l'Intérieur, Kosovo

En tant que membre fondateur, pays partenaire et membre du conseil d'administration du Fonds, le Mali entretient une relation de coopération continue avec GCERF par l'intermédiaire du mécanisme de soutien pays (MSP). Cette relation est particulièrement évidente dans la coordination et le suivi des différentes interventions du Mali. La participation du Mali aux activités organisées par GCERF, y compris les sessions des donateurs, les communautés de pratique et d'autres initiatives, reflète cette coopération. Le Mali organise également des missions conjointes de suivi des projets et des réunions régulières avec le Responsable Sahel et le Conseiller GCERF au Mali. Depuis 2016, GCERF a investi des millions de dollars au Mali pour soutenir et renforcer les initiatives locales et la résilience des communautés en finançant plusieurs projets à impact rapide. Le MSP du Mali salue et encourage l'approche opérationnelle du GCERF, caractérisée par son caractère apolitique, l'implication du gouvernement dans la mise en œuvre quotidienne de son mandat, l'alignement des stratégies d'intervention sur les priorités nationales des pays partenaires, et des mécanismes de financement souples et simplifiés."

– Ambassadeur Mamadou Sogodogo, Directeur de la Coopération Multilatérale, Président du Mécanisme de Soutien Pays, Mali

J'ai noté l'existence d'un partenariat très fort avec le gouvernement tunisien – un gouvernement décentralisé très engagé – ainsi qu'avec une société civile qui travaille activement à trouver des solutions à ces défis. Le soutien du GCERF a joué un rôle important dans le renforcement de cette collaboration et dans l'avancement des efforts de prévention de l'extrémisme violent."

– Mr Fabrizio Poretti, directeur de la coopération suisse, Tunisie

L'approche du GCERF mobilisant l'ensemble de la société reflète parfaitement notre approche nationale de la prévention de l'extrémisme violent. Nos plans d'action nationaux donnent la priorité à la prévention par le biais de solutions de développement locales fondées sur le respect des droits de l'homme."

– Ms. Neila Feki, Présidente de la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT), Tunisie

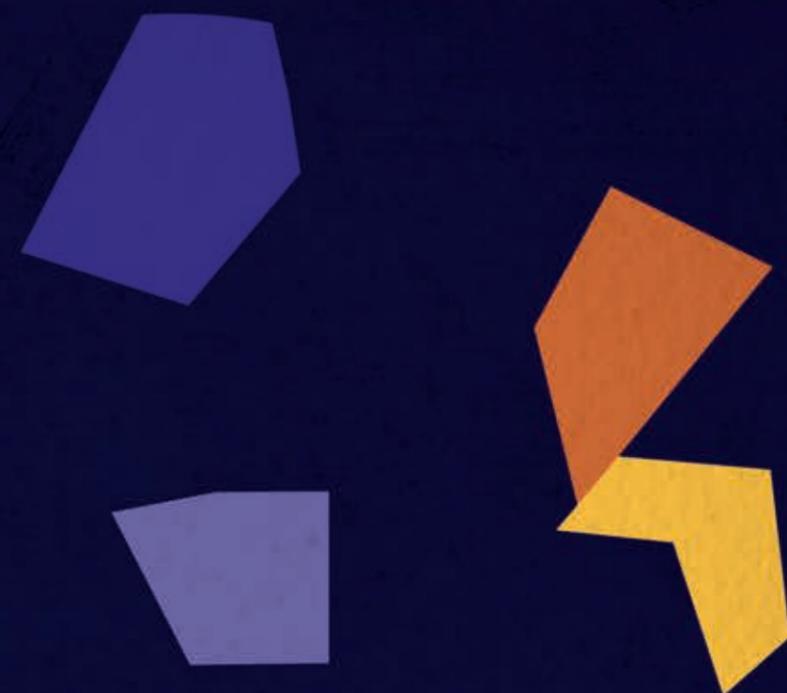
GCERF a été un partenaire crucial dans les efforts de l'Albanie pour prévenir et contrer l'extrémisme violent (P/CEV), ainsi que pour soutenir la réhabilitation, la réintégration et la resocialisation (RRR) des "rapatriés" et de leurs familles des zones de conflit du nord-est de la Syrie. En apportant une assistance technique aux institutions de gouvernance nationales et locales – coordonnée par le Centre de coordination pour la lutte contre l'extrémisme violent – GCERF a offert un soutien stratégique aux organisations de la société civile et a contribué de manière significative à la promotion de la cohésion sociale et au renforcement de la résilience des communautés à travers le pays. Cette collaboration globale a permis de positionner l'Albanie comme un modèle régional d'approches communautaires efficaces pouvant être partagées avec d'autres pays. Le gouvernement albanais apprécie l'engagement continu du GCERF et encourage l'expansion de son soutien à la fois en Albanie et dans l'ensemble des Balkans occidentaux afin de garantir la mise en œuvre de programmes inclusifs et durables."

– Ms. Lejdi Dervishi, Directrice du Centre de Coordination pour la Lutte contre l'Extrémisme Violent, Albanie

Avec le soutien du GCERF, nous mettons en œuvre des projets d'une importance exceptionnelle pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Nous exprimons notre profonde gratitude pour le soutien financier, ainsi que pour la stratégie de resocialisation, de réintégration et de réhabilitation (RRR) des rapatriés des zones de crise en Syrie et en Irak – un processus actuellement en cours pour plus de 100 rapatriés et les membres de leur famille. Ce processus est d'une grande importance, complet, crédible et d'une portée considérable.

Les activités soutenues par cette initiative renforcent les capacités institutionnelles et augmentent la résilience des communautés face à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Grâce au soutien financier du GCERF, nous développons un système de prévention plus robuste et inclusif qui implique activement la société civile, les médias et les communautés locales. Tous ces efforts sont alignés sur les stratégies nationales et, par conséquent, nous construisons une société plus sûre, plus résiliente et plus harmonieuse."

– Mr Pavle Trajanov, Coordinateur National pour la Prévention de l'Extrémisme Violent et la Lutte contre le Terrorisme, Macédoine du Nord



Aperçu Global des Programmes



Afrique de l'Est et Afrique Australe

Le terrorisme et l'extrémisme violent au Kenya, en Somalie et au Mozambique sont alimentés par un mélange de facteurs socio-économiques, politiques et idéologiques.

En Somalie, al-Shabaab demeure un groupe extrémiste dominant, recourant à la violence et aux menaces, tout en exploitant la faiblesse des institutions étatiques, les divisions claniques et le manque d'opportunités économiques pour maintenir son influence.

Le Kenya, notamment ses régions côtières et du nord-est, subit les effets de débordement en provenance de la Somalie, aggravés par des griefs locaux liés au chômage, à des injustices historiques et à un sentiment de marginalisation.

Au Mozambique, l'insurrection dans le nord du pays, en particulier dans la province de Cabo Delgado, est alimentée par le mécontentement local face aux inégalités, au manque de développement et à l'accès limité aux bénéfices issus des ressources naturelles.

Dans les trois pays, les groupes extrémistes violents manipulent les frustrations, proposent des incitations financières et exploitent les divisions fondées sur l'identité. Des défis tels que l'accès limité à la justice et aux opportunités économiques, la faible confiance dans les institutions publiques et les lacunes en matière de gouvernance accroissent la vulnérabilité des individus aux discours radicaux. La marginalisation fondée sur le genre et l'exclusion des jeunes renforcent également l'attrait des idéologies extrémistes et terroristes.

Kenya

GCERF a soutenu 20 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de:

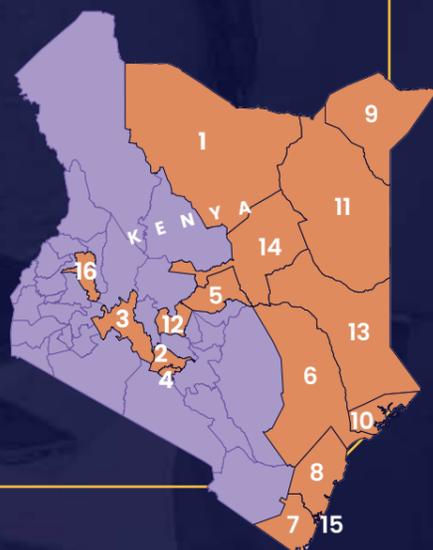
Améliorer la santé mentale et le bien-être des individus désengagés des groupes extrémistes violents afin de favoriser leur réintégration et de réduire le risque de récidive.

Doter les femmes et les jeunes de compétences et de moyens de subsistance durables afin de renforcer leur résilience économique et de les rendre moins vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Améliorer les relations entre les communautés et les acteurs étatiques afin de favoriser la confiance et d'empêcher la propagation des récits et de l'influence des extrémistes violentes.

Zones d'intervention

Marsabit	1	Garissa	13
Kiambu	2	Isiolo	14
Nakuru	3	Mombasa	15
Nairobi	4	Uasin Gishu	16
Meru	5		
Tana River	6		
Kwale	7		
Kilifi	8		
Mandera	9		
Lamu	10		
Wajir	11		
Nyeri	12		



Forums de dialogue entre les membres de la communauté et les acteurs de la sécurité pour instaurer la confiance et développer des partenariats communautaires pour la prévention de l'extrémisme violent. (© RPPL)

Dans la ville animée de Nkubu, 15 jeunes, connus sous le nom de Wasafi crew, traînaient autrefois le long des routes, vulnérables à la radicalisation et au recrutement par Al-Shabaab.

Grâce à notre programme, ils ont reçu une bouée de sauvetage : une machine à laver les voitures. Plus qu'un simple outil, cette machine est devenue un catalyseur de changement. Le groupe a transformé un coin poussiéreux en une station de lavage prospère, attirant les clients par son efficacité et sa chaleur. Autrefois en danger, ces jeunes gagnent aujourd'hui un revenu régulier et ont trouvé un but, ce qui prouve que l'opportunité est un puissant antidote à l'extrémisme violent.

– Un membre d'Act I, une OSC soutenue par GCERF au Kenya

Principaux résultats au niveau communautaire

1 200 praticiens en PEV ont participé à des communautés de pratique et à des réunions de coordination pour partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés.

1 000 membres de communautés ont participé à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels visant à encourager la solidarité et à contrer les récits idéologiques.

970 personnes exposées au risque de radicalisation ont bénéficié d'une formation professionnelle afin d'améliorer leur résilience économique et de réduire leur vulnérabilité au recrutement.

520 professionnels ont été formés aux soins tenant compte des traumatismes et de la violence afin de fournir des services de réadaptation et de réintégration efficaces.

Mozambique

GCERF a soutenu 11 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Accroître l'intégration de la prévention de l'extrémisme violent dans le processus décisionnel local afin de garantir que les politiques et les efforts de développement s'attaquent aux causes profondes de la radicalisation, telles que la marginalisation, l'injustice et l'exclusion.

Augmenter les revenus durables des jeunes hommes et des jeunes femmes afin de réduire leur vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents, qui exploitent souvent le désespoir économique et le manque d'opportunités.

Améliorer la confiance de la communauté dans les dirigeants des secteurs public et privé locaux pour aider à contrer les récits extrémistes en renforçant la légitimité de l'État, en encourageant la coopération et en promouvant des solutions pacifiques aux griefs.

Zones d'intervention

Cabo Delgado	1
Nampula	2
Niassa	3



Après avoir fui la violence et perdu mon petit commerce de poisson, j'ai eu du mal à subvenir aux besoins de ma famille. Grâce au programme, j'ai reçu une formation en gestion financière et en réflexion critique. Cela m'a permis non seulement d'acquérir des compétences pratiques, mais aussi de m'aider – ainsi que d'autres jeunes – à résister à l'attrait des idéologies extrémistes. Aujourd'hui, je me sens plus stable, mieux informé et plus optimiste pour l'avenir.

– Un survivant de l'extrémisme violent

Un événement communautaire visant à sensibiliser les jeunes aux dangers des récits radicaux et extrémistes. (© Action Aid Mozambique)

Principaux résultats au niveau communautaire

 **1 600** personnes exposées au risque de radicalisation

par des groupes extrémistes ont été formées à la sensibilité aux conflits, à la pensée critique, à la résolution des conflits et à la détection précoce des signes de radicalisation.

 **1 100** jeunes ont participé à des activités

culturelles et sportives destinées à les sensibiliser aux dangers des récits extrémistes.

 **980** membres de la communauté ont participé à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels pour encourager la solidarité et rejeter les récits radicaux utilisés par les groupes extrémistes violents.

 **780** personnes exposées au risque de radicalisation ont bénéficié

d'un soutien matériel, économique ou de subsistance pour lutter contre les facteurs économiques du recrutement.

Somalie

GCERF a soutenu 11 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

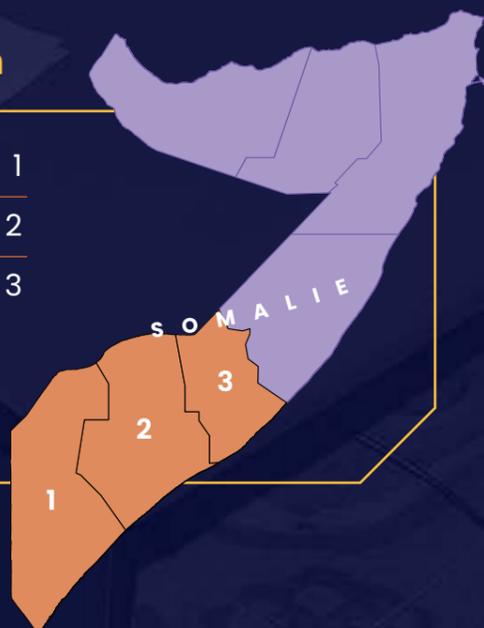
Renforcer la capacité des membres de la communauté à participer activement à la réconciliation pour répondre aux griefs locaux, réduire les tensions sociales et renforcer la résilience de la communauté.

Améliorer les conditions socio-économiques en soutenant les moyens de subsistance afin de réduire la vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents, qui ciblent souvent des personnes confrontées à la pauvreté, au chômage ou au désespoir économique.

Renforcer la confiance pour promouvoir un dialogue inclusif, restaurer la solidarité communautaire et réduire l'attrait des idéologies extrémistes qui prospèrent dans les communautés fracturées.

Zones d'intervention

Jubaland	1
Sud-Ouest	2
Hirshabelle	3



Avant de participer au programme, je me sentais perdu et seul, comme si ma seule option était de rejoindre Al Shabaab.

Mais grâce au soutien et à la formation que j'ai reçue, j'ai acquis la confiance et les compétences nécessaires pour construire un avenir meilleur. Aujourd'hui, j'aide d'autres jeunes qui risquent de se radicaliser à retrouver l'espoir et à choisir une autre voie.

– Un participant au programme

Production et diffusion de programmes radio axés sur la prévention de l'extrémisme violent, la sensibilisation et la promotion de la paix au sein des communautés. (© HAPEN)



Principaux résultats au niveau communautaire



2 200

rapatriés et survivants de l'extrémisme violent ont reçu des conseils et

un soutien psychologique pour les aider à se rétablir et à se réintégrer dans la société.



950

membres de la communauté ont participé à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels afin

d'encourager la solidarité et de rejeter les faux récits utilisés par les groupes extrémistes violents.



380

professionnels ont été formés aux soins tenant compte des traumatismes et de la violence,

renforçant ainsi leur capacité à fournir des services de réadaptation et de réintégration efficaces.



240

participants ont reçu une formation en leadership, en

résolution des conflits et en plaidoyer pour la paix, ce qui leur a permis de répondre aux griefs locaux, de promouvoir le dialogue et de contrer l'influence des groupes extrémistes violents au sein de leurs communautés.

Afrique de l'Ouest

L'extrémisme violent pose des problèmes croissants au Ghana et au Nigeria, bien que la nature et l'intensité de la menace varient d'un pays à l'autre.

Au Nigéria, des groupes extrémistes tels que Boko Haram et Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont mené une insurrection prolongée dans le nord-est, entraînant d'importantes pertes en vies humaines et des déplacements massifs. Ces groupes tirent parti des opportunités économiques limitées et des griefs communautaires liés à un sentiment de marginalisation. Dans les régions du centre-nord et du nord-ouest, la recrudescence des actes de banditisme et des tensions intercommunautaires a contribué à rendre le paysage sécuritaire encore plus complexe.

Le Ghana fait face à des risques croissants liés à des facteurs internes et externes, tels que les effets de débordement de plus en plus marqués en provenance des pays voisins, en particulier le Burkina Faso. Les jeunes du nord du Ghana, en particulier dans les communautés mal desservies, sont vulnérables au recrutement en raison du chômage, du manque d'éducation et d'un sentiment de marginalisation. Les récits extrémistes ciblent souvent ces frustrations, cherchant à radicaliser les individus à la fois en ligne et hors ligne.

Les deux pays ont reconnu l'importance de la prévention, en investissant dans l'éducation, le dialogue communautaire et les moyens de subsistance. Le renforcement de la résilience locale et de la confiance entre l'État et les citoyens est essentiel pour contrer la menace avant qu'elle ne s'aggrave.

Ghana

À la demande du gouvernement ghanéen, GCERF a lancé une subvention d'urgence pour s'attaquer aux facteurs de recrutement et de radicalisation liés à l'afflux de réfugiés burkinabés au Ghana. GCERF a soutenu 11 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

- Créer un environnement favorable à la prévention de l'extrémisme violent en encourageant l'engagement communautaire et en revitalisant les mécanismes traditionnels de résolution des conflits au sein des communautés de réfugiés et d'accueil.
- Renforcer la collaboration entre la société civile, les autorités locales et les membres de la communauté pour traiter les griefs avant qu'ils ne soient exploités par des groupes extrémistes.
- Renforcer la cohésion communautaire et stimuler la résilience économique des populations vulnérables – des facteurs clés pour réduire la vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Zones d'intervention

Nord-Est	1
Haut-Est	2
Haut Ouest	3



Avant la formation, je croyais souvent tout ce que je lisais en ligne, même les contenus qui me mettaient en colère et m'isolaient. Les séances de réflexion critique m'ont appris à remettre en question ce que je vois, à reconnaître les manipulations et à éviter de me laisser entraîner dans des récits nuisibles. Aujourd'hui, je me sens plus informé, plus confiant et mieux équipé pour choisir une autre voie.

– Jeune participante, anciennement exposée au risque de radicalisation en ligne

Femmes recevant une formation sur les principes de l'association villageoise d'épargne et de prêt (VSLA) dans le cadre d'une initiative de subsistance visant à renforcer leur résilience financière et à réduire leur vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents. (© STAR-Ghana Foundation)

Principaux résultats au niveau communautaire

470 personnes risquant d'être radicalisées par des groupes extrémistes ont été formées à la sensibilité aux conflits, à la pensée critique, à la résolution des conflits et à la détection précoce des signes de radicalisation.

200 personnes menacées de radicalisation ont reçu une formation professionnelle pour renforcer leur résilience économique.

Nigéria

GCERF a soutenu sept organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Soutenir les initiatives locales de consolidation de la paix et de résolution des conflits afin de s'attaquer aux facteurs de tension avant qu'ils ne dégénèrent en violence et de réduire la probabilité que les communautés se tournent vers des groupes extrémistes pour obtenir protection ou justice.

Faciliter les plateformes de dialogue intercommunal pour renforcer la confiance et la compréhension entre les différents groupes, rendant ainsi les communautés plus résistantes aux récits de division souvent utilisés par les groupes extrémistes violents.

Impliquer les jeunes, les femmes, les chefs religieux et traditionnels, ainsi que les autorités, afin de garantir une participation inclusive des communautés et de permettre aux voix locales de s'exprimer pour lutter contre la radicalisation et promouvoir la coexistence pacifique.

Zones d'intervention

Kano	1
Kaduna	2
Katsina	3
Sokoto	4



Les membres du club de la paix SARVE III de la Government Girls Secondary School dans l'État de Kano participent à des activités visant à promouvoir la tolérance, le dialogue et la non-violence. (© ActionAid Nigeria)

Depuis le lancement du club de la paix, nous avons sensibilisé les élèves à la gestion de la colère, à la tolérance et à la résolution pacifique des conflits. Cela a conduit à une nette réduction de la violence à l'école – des tensions que les groupes extrémistes exploitent souvent pour recruter des jeunes vulnérables.

– animateur d'un club de la paix dans l'État de Kano

Principaux résultats au niveau communautaire

7 800 membres de la communauté ont participé à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels pour encourager la solidarité et rejeter les faux récits souvent utilisés par les groupes extrémistes violents.

2 800 personnes à risque de radicalisation ont bénéficié d'un soutien en moyens de subsistance, économique ou matériel, afin de réduire le facteur économique du recrutement.

1 800 membres de communautés ont bénéficié de la création d'espaces civiques sûrs et de centres de services, qui favorisent un dialogue inclusif, l'accès aux services de soutien et l'engagement communautaire. Ces facteurs sont essentiels pour prévenir l'extrémisme violent en réduisant l'isolement, en répondant aux griefs et en renforçant la confiance dans les institutions locales.

1 800 membres de la communauté ont rejoint les clubs de la paix et de la jeunesse afin de se sentir inclus et valorisés – une étape importante dans la prévention de l'extrémisme violent en réduisant l'isolement et en encourageant l'engagement positif de la communauté.

Asie centrale

Dans toute l'Asie centrale, les risques d'extrémisme violent sont façonnés par des défis socio-économiques communs, des dynamiques transfrontalières et la diffusion de récits radicaux en ligne. Des facteurs tels que les opportunités limitées pour les jeunes, la migration de la main-d'œuvre et les disparités régionales contribuent aux vulnérabilités que les groupes extrémistes violents peuvent exploiter.

Le Kirghizistan reste en grande partie stable, mais fait face à des risques similaires, en particulier parmi les jeunes. Les vulnérabilités économiques et les problèmes de gouvernance ont créé des poches de marginalisation, en particulier chez les jeunes. Bien que le nombre de cas de radicalisation soit relativement faible, la menace persiste par le biais de la propagande numérique et de l'influence régionale. Le Kirghizistan a fait figure de pionnier en matière de R&R des anciens combattants terroristes et de leurs familles, faisant preuve d'un engagement politique et d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Les acteurs nationaux et locaux s'emploient activement à atténuer les facteurs de l'extrémisme violent en investissant dans la cohésion communautaire, l'engagement des jeunes et la participation civique.

Depuis juin 2024, GCERF a investi 2 millions USD au Kirghizistan, suite à l'adoption d'une stratégie d'investissement quadriennale basée sur une évaluation détaillée des besoins et de la valeur ajoutée. Parallèlement, le conseil d'administration du GCERF a approuvé les demandes de partenariat du Kazakhstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan, les investissements prévus dans ces pays devant commencer en 2025.

Kirghizistan

GCERF a soutenu sept organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Soutenir la réintégration des femmes et des enfants revenant du nord-est de la Syrie, pour les aider à reconstruire leur vie et réduire leur vulnérabilité à la récidive ou à la stigmatisation, que les groupes extrémistes violents peuvent exploiter.

Offrir des opportunités économiques aux femmes vulnérables afin d'accroître leur indépendance financière et leur résilience, ce qui les rend, elles et leurs familles, moins susceptibles d'être recrutées par des groupes extrémistes violents.

Renforcer les capacités des travailleurs de première ligne dans les services de réadaptation et de réintégration afin de garantir la durabilité et l'appropriation nationale.

Faciliter la réintégration des personnes anciennement accusées d'extrémisme violent et sortant de prison.

Zones d'intervention

Ville de Bichkek	1	Région de Jalal-Abad	4
Région de Batken	2	Région d'Osh	5
Région de Chuy	3	Région d'Issyk-Kul	6



Il est essentiel de soutenir la réhabilitation et la réintégration des rapatriés. Sans une intervention appropriée, il y a un risque de conflit entre les rapatriés et les communautés locales et de récidive parmi les rapatriés.

– Vice-maire de Kara-Balta

La Fondation pour la Tolérance Internationale (FTI) a mis en place une task force locale chargée de coordonner les efforts de réintégration des femmes rapatriées au niveau de la communauté, en assurant un soutien sensible au genre et aligné sur les stratégies nationales de rapatriement et de réintégration. Par le biais de formations et de conseils, le partenaire du GCERF renforce la capacité des groupes de travail locaux à fournir des services de réintégration sûrs, dignes et efficaces. (© Conseiller GCERF au Kirghizistan)



Asie du Sud et du Sud-Est

L'extrémisme violent aux Philippines et au Sri Lanka continue d'être façonné par les tensions politiques, la vulnérabilité socio-économique et les divisions identitaires.

Aux Philippines, la situation sécuritaire reste fragile, en particulier dans la région autonome Bangsamoro du Mindanao musulman (BARMM), où les tensions à l'approche des élections de 2025, les rivalités internes et les différends fonciers non résolus alimentent la violence localisée. Des groupes armés tels que les Bangsamoro Islamic Freedom Fighters (BIFF) et le Daulah Islamiyah restent actifs et continuent de représenter une menace. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays, en particulier celles de Marawi, sont confrontées à des risques accrus de radicalisation. L'exclusion socio-économique et l'accès limité à des moyens de subsistance stables aggravent encore les vulnérabilités.

Au Sri Lanka, les conséquences des attentats du dimanche de Pâques 2019 ont continué à se faire sentir, les appels à la justice, la méfiance entre les groupes et la désinformation contribuant aux tensions ethno-religieuses. Malgré des changements politiques rejetant la rhétorique de division, les discours de haine et la polarisation en ligne persistent, en particulier chez les jeunes confrontés à des difficultés économiques et à des opportunités limitées.

Philippines

GCERF a soutenu 31 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Renforcer la gouvernance communautaire et les mécanismes de résolution des conflits en améliorant la collaboration entre les autorités locales, la société civile et les membres de la communauté pour répondre aux griefs et promouvoir la paix au niveau local.

Élargir l'accès à des moyens de subsistance durables grâce à la formation professionnelle et à des initiatives d'engagement économique, en ciblant particulièrement les jeunes et les femmes dans les communautés vulnérables afin de réduire les facteurs socio-économiques de la radicalisation.

Promouvoir l'éducation inclusive et la compréhension culturelle en soutenant les madaris (écoles islamiques) et en intégrant l'éducation à la paix pour combler les fossés culturels entre les communautés tri-personnelles (musulmanes, chrétiennes et indigènes).

Engager les chefs religieux et communautaires à promouvoir la paix et à contrer les récits extrémistes, en reconnaissant leur influence dans la promotion de la solidarité et de la résilience contre la radicalisation.

Zones d'intervention

Basilan	1
Sulu	2
Tawi-Tawi	3
Maguindanao del Norte	4
Maguindanao del Sur	5
Marawi City	6
Cotabato City	7
Zones géographiques spéciales de Cotabato Nord	8
Lanao del Sur	9
Lanao del Norte	10
Saranggani	11
Cotabato Sud	12
Manille métropolitaine	13



Des parents participent à un atelier sur la paix et la résilience transformatrices afin de coélaborer des plans d'action communautaires visant à prévenir l'extrémisme violent – renforçant ainsi les capacités locales à s'attaquer aux causes profondes telles que la marginalisation, la méfiance et les tensions intergénérationnelles. (© ECOWEB)

Les sessions d'éducation à la paix ne visaient pas seulement à enseigner la paix. Elles visaient à développer le type de résilience dont les jeunes ont besoin pour rejeter la division et la violence. Chaque fois que nous guidons un dialogue ou que nous aidons à résoudre un conflit, nous formons de futurs leaders. Nous ne nous contentons pas de transmettre des connaissances, nous contribuons à créer une génération capable de diriger avec empathie, de défier la haine et de défendre la paix.

– Un jeune facilitateur de paix qui a dirigé des sessions d'éducation à la paix

Principaux résultats au niveau communautaire



2 300

personnes déplacées de Marawi et membres de la communauté ont participé à

des activités de sensibilisation juridique, de résolution des conflits et de dialogue pour renforcer leur accès à la justice et promouvoir la résolution pacifique des conflits au niveau de la communauté.



1 700

jeunes, éducateurs, parents, fonctionnaires locaux et acteurs de la société civile

ont participé à une formation à l'éducation à la paix, au leadership et à la gestion des conflits, afin de renforcer la gouvernance inclusive et de promouvoir des valeurs non violentes pour prévenir l'extrémisme violent.



1 000

éducateurs, chefs religieux et professionnels des médias

ont suivi une formation à la consolidation de la paix et à l'élaboration de programmes d'études afin de renforcer le rôle de l'éducation et des médias dans la lutte contre les récits extrémistes violents.



800

personnes, dont des agriculteurs, des petites et moyennes entreprises et des

organisations basées dans les madrasas, ont bénéficié d'un soutien aux moyens de subsistance, d'une formation aux compétences et d'initiatives d'accès au marché afin de renforcer la résilience économique et de réduire la vulnérabilité à l'extrémisme violent.

Sri Lanka

GCERF a soutenu 14 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Promouvoir la cohésion sociale dans les communautés ayant des griefs ethniques et religieux et des opportunités économiques limitées, que les groupes extrémistes violents pourraient exploiter pour radicaliser et recruter.

Renforcer la résilience des jeunes face à la radicalisation en ligne et aux discours de haine en encourageant la pensée critique, la vigilance en ligne et l'engagement dans le cadre de l'éducation.

Engager les chefs religieux et communautaires à promouvoir le dialogue, la confiance et les efforts de prévention menés au niveau local.

Soutenir les moyens de subsistance et l'inclusion économique en tant que voies vers la stabilité et la coexistence pacifique, en particulier dans les communautés marginalisées et vulnérables.

Zones d'intervention

Colombo	1
Kalutara	2
Kandy	3
Ampara	4



En aidant les jeunes à faire preuve d'esprit critique, à parler avec respect et à tisser des liens au-delà des frontières religieuses et ethniques, nous ne nous contentons pas de prévenir l'extrémisme violent, nous construisons une culture de la paix qui commence par nous.

– Un jeune participant à la formation sur la pensée critique

Des élèves hindous et musulmans du club Coexistence de l'école musulmane de Gampola jouent une pièce de théâtre sur l'unité et la tolérance. (© CCPI)



Principaux résultats au niveau communautaire



7 000

personnes, principalement des jeunes, ont

bénéficié d'initiatives qui ont renforcé la pensée critique, encouragé la tolérance, amélioré les moyens de subsistance et renforcé la confiance entre les différentes communautés. Ces efforts ont contribué à renforcer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

Balkans Occidentaux

L'extrémisme violent dans les Balkans occidentaux est alimenté par une combinaison d'inégalités économiques, de méfiance à l'égard des institutions et de tensions identitaires et nationalistes croissantes.

En Albanie, les inégalités économiques persistantes et la méfiance généralisée à l'égard des autorités nationales et locales ont créé un espace propice à la désinformation et à la radicalisation en ligne, en particulier chez les jeunes. Bien que le pays ait rapatrié 37 femmes et enfants du nord-est de la Syrie et adopté des stratégies nationales pour lutter contre l'extrémisme violent, la stigmatisation des rapatriés et la cohésion limitée des communautés restent des défis majeurs.

En Bosnie-Herzégovine, les efforts de réintégration progressent grâce à la fourniture d'un soutien psychosocial, professionnel et institutionnel holistique aux rapatriés et à leurs familles. Toutefois, aucun rapatriement officiel n'est actuellement en cours.

Le Kosovo a fait de grands progrès dans l'atténuation de la menace de l'extrémisme violent et dans le soutien à la rapatriement, à la réhabilitation et à la réintégration des personnes originaires du nord-est de la Syrie.

La Macédoine du Nord a connu des progrès significatifs en matière de lutte contre le terrorisme en 2024, notamment le démantèlement d'une cellule liée à ISIS, ce qui témoigne d'une capacité institutionnelle et d'une coopération inter-agences plus fortes. Néanmoins, la radicalisation en ligne et la vulnérabilité sociale persistent.

Dans toute la région, la réintégration des rapatriés, en particulier des enfants et des femmes issus des zones de conflit, reste une question sensible, qui nécessite un soutien psychosocial, juridique et communautaire soutenu. En outre, l'exclusion économique et les griefs identitaires continuent de créer des voies de radicalisation, soulignant la nécessité d'approches PEV inclusives et basées sur la communauté.

Albanie

GCERF a soutenu 15 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Renforcer la capacité institutionnelle et la collaboration entre le gouvernement, la société civile et les membres de la communauté pour mettre en œuvre des stratégies de PEV et soutenir les processus de réhabilitation et de réintégration des rapatriés.

Créer un environnement favorable au rapatriement, à la réhabilitation et à la réintégration par la sensibilisation à la PEV, par des campagnes éducatives et par la promotion d'une culture de la vigilance parmi les jeunes, les éducateurs et les membres de la communauté.

Soutenir la réhabilitation et la réintégration des enfants rapatriés et de leurs mères en fournissant une gestion complète des cas et en réduisant la stigmatisation de la communauté afin de prévenir la marginalisation et la récidive.

Zones d'intervention

Pogradec	1
Cerrik	2
Kavaja	3
Fier	4
Vlora	5
Tirana	6



Lorsque Sara est arrivée pour la première fois des camps en Syrie, elle portait un lourd fardeau émotionnel et n'avait guère confiance en sa capacité à repartir de zéro. Les défis de la réintégration étaient immenses. Lors de nos séances, nous nous sommes efforcés de l'aider à surmonter ses expériences et à retrouver sa confiance en elle. Peu à peu, elle a commencé à envisager un avenir pour elle et ses enfants. Aujourd'hui, elle travaille et subvient aux besoins de sa famille. Elle est un exemple de ce qui est possible lorsque les rapatriés bénéficient du soutien, de la compassion et des opportunités nécessaires. Voir sa transformation a été un rappel puissant de l'impact des soins psychosociaux pour aider les personnes à reprendre leur vie en main avec dignité.

– Psychologue soutenant les rapatriés dans le cadre d'un programme financé par GCERF à Tirana

Des élèves de l'école primaire « Gjok Shqiptari » à Pogradec participent à une initiative dirigée par des jeunes intitulée « Exposition artistique sur les droits de l'homme et la démocratie », visant à promouvoir l'inclusion, l'engagement civique et la prévention de l'extrémisme violent par l'expression créative. (© ALB Nisma Arsis)



Principaux résultats au niveau communautaire



550

personnes, dont des jeunes, des parents, des éducateurs et

des dirigeants locaux, ont participé à des campagnes de sensibilisation et à des séances de formation visant à favoriser un dialogue inclusif et à promouvoir des contre-récits positifs et axés sur la communauté.



500

rapatriés et survivants de l'extrémisme violent

ont reçu des conseils et un soutien psychosocial pour les aider à guérir de leurs traumatismes.



160

femmes ont été formées à l'encadrement

parental et au leadership local, en mettant l'accent sur le développement de la petite enfance pour les enfants rapatriés.



110

rapatriés et les membres de leur famille ont suivi des

cours de formation professionnelle visant à améliorer leurs moyens de subsistance et à soutenir leur réintégration économique durable dans la société.

Bosnie-Herzégovine

GCERF a soutenu une organisation de la société civile qui a mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Fournir un soutien holistique à la réintégration des rapatriés et de leurs familles en répondant aux besoins psychologiques, professionnels et sociaux afin de favoriser la stabilité à long terme et de réduire le risque de récidive.

Renforcer les capacités des professionnels de première ligne, notamment les travailleurs sociaux, les éducateurs et les autorités chargées de l'application de la loi, qui apportent un soutien direct aux rapatriés.

Renforcer la coordination entre les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les organisations internationales et les membres de la communauté afin d'harmoniser les efforts et de garantir une approche cohérente et collaborative de la réintégration et de la prévention.

Zones d'intervention

Sarajevo	1
Tuzla	2
Zenica-Doboj	3
Una-Sana	4
Bosnie Centrale	5



Je comprends maintenant beaucoup mieux les défis auxquels sont confrontés les enfants rapatriés et l'importance de leur apporter un soutien émotionnel et psychologique. La formation de renforcement des capacités m'a aidée à mieux comprendre les procédures légales et m'a prodigué des conseils pratiques sur la manière de répondre aux situations auxquelles ces enfants peuvent être confrontés. Plus important encore, elle a renforcé mon empathie et la nécessité de créer un environnement de classe favorable et inclusif où la diversité est acceptée et où chaque enfant se sent en sécurité.

– Un éducateur participant à l'atelier destiné aux enseignants, aux pédagogues et aux psychologues des écoles primaires

Ateliers à destination des enseignants, pédagogues et psychologues des écoles primaires afin de les doter des outils nécessaires pour accompagner les enfants rapatriés. (© Atlantic Initiative)

Principaux résultats au niveau communautaire

160 professionnels, dont des enseignants, des psychologues et des travailleurs sociaux, ont reçu une formation en matière de réhabilitation et de réintégration par le biais d'ateliers, de visites d'étude et de modules afin de renforcer leurs capacités et d'assurer un soutien efficace aux rapatriés et à leurs familles.

6 rapatriés et survivants de l'extrémisme violent ont bénéficié d'un soutien holistique en matière de gestion de cas, y compris des conseils personnalisés, afin de répondre à leurs besoins psychosociaux et de soutenir leur réintégration dans la communauté.

En 2024, une évaluation de suivi par une tierce partie a montré des changements significatifs dans les perspectives et la compréhension des enseignants, des psychologues et des travailleurs sociaux qui soutiennent les rapatriés. Les formations ont permis d'améliorer leur réactivité face aux rapatriés. L'évaluation a souligné que le programme a eu un impact significatif sur la réduction de la stigmatisation et la promotion de l'inclusion sociale des rapatriés.

Kosovo

GCERF a soutenu 11 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Fournir un soutien complet à la réintégration des rapatriés et de leurs familles en répondant à leurs besoins psychologiques, professionnels et sociaux par le biais d'une assistance adaptée et personnalisée afin de réduire le risque de récidive.

Promouvoir la tolérance et la coexistence intercommunautaire en encourageant le dialogue interethnique et interreligieux et la compréhension mutuelle entre les différentes communautés.

Sensibiliser à la prévention de l'extrémisme violent en collaborant avec les chefs de village et les chefs religieux afin de renforcer l'engagement et la confiance au niveau local.

Améliorer les opportunités pour les jeunes et les femmes en créant des centres communautaires qui offrent un accès à l'éducation, à la formation professionnelle et aux échanges culturels.

Zones d'intervention

Mitrovica Nord	1
Zubin Potok	2
Zvecan	3
Leposavic	4
Mitrovica Sud	5
Vitia	6
Peja	7



Lorsque je suis rentrée au Kosovo, j'avais peur – du jugement, de repartir à zéro, de l'avenir de mes enfants. Mais grâce aux organisations de la société civile spécialisées dans la réintégration des rapatriés, j'ai retrouvé l'espoir. Elles m'ont aidé à accéder à une formation professionnelle, à un soutien psychologique et, petit à petit, j'ai commencé à reconstruire ma vie. Aujourd'hui, je ne me contente pas de survivre, je contribue à ma communauté et j'élève mes enfants dans la paix et non dans la peur. La réintégration n'est pas facile, mais avec le bon soutien, c'est possible.

– Une femme rapatriée au Kosovo

Rassemblant 21 participants des communautés albanaise, serbe et bosniaque, cette session inclusive favorise le dialogue pour réduire la polarisation, renforcer la coopération et relever les défis locaux. La présence du coordinateur régional à la sécurité de l'Ambassade des Pays-Bas souligne l'importance du soutien international et local pour la consolidation de la paix et les efforts de prévention de l'extrémisme violent. (© NGO AKTIV)

Principaux résultats au niveau communautaire



700

enfants et membres de la communauté ont participé à des activités

de guérison par l'art et de soutien psychosocial afin de promouvoir le rétablissement et l'inclusion, et de réduire la stigmatisation des rapatriés.



460

jeunes et femmes ont eu accès à des services par l'intermédiaire de centres

communautaires, obtenant un soutien, des compétences et des opportunités qui réduisent leur vulnérabilité à l'extrémisme violent.



350

parents, soignants, enseignants et personnel scolaire ont reçu une

formation et des conseils sur la discipline positive, l'éducation inclusive et les pratiques de lutte contre la radicalisation. Ces efforts visaient à créer des environnements familiaux et scolaires plus sûrs et plus favorables qui réduisent le risque de radicalisation des jeunes.



300

jeunes, femmes, acteurs locaux et membres de la communauté, y compris

de diverses origines ethniques, ont participé à des forums, des dialogues et des activités d'échange pour promouvoir la réintégration, la résilience et la solidarité.

Macédoine du Nord

GCERF a soutenu sept organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Fournir un soutien complet à la réintégration des rapatriés et de leurs familles en répondant à leurs besoins psychologiques, professionnels et sociaux par le biais d'une assistance adaptée et personnalisée afin de réduire le risque de récidive.

Créer un environnement d'acceptation communautaire en promouvant l'inclusion et en réduisant la stigmatisation des rapatriés, ce qui est essentiel pour prévenir la marginalisation.

Mettre en place des structures de soutien durables pour assurer une réintégration et une résilience à long terme au niveau de la communauté.

Zones d'intervention

Skopje	1
Tetovo	2
Komanovo	3



L'atelier sur la prévention de la radicalisation et le soutien à la réintégration des rapatriés nous a aidés à mieux comprendre les défis spécifiques auxquels ces enfants sont confrontés dans le cadre scolaire. Il nous a sensibilisés à la manière d'aborder et de soutenir ces enfants avec sensibilité, en particulier lorsqu'ils ont subi des traumatismes. Nous avons également appris à mieux documenter les problèmes comportementaux et émotionnels, qui peuvent être des signes précoces de détresse. Avec l'introduction d'un responsable désigné pour le signalement et de procédures claires, nous nous sentons désormais mieux préparés à réagir de manière opportune et à apporter notre soutien.

– Un éducateur qui a participé à l'atelier de renforcement des capacités en matière de réadaptation et de réintégration

Des enseignants, psychologues et responsables locaux de Struga participent à un atelier de deux jours sur la prévention de la radicalisation et la prise en charge des traumatismes chez les enfants – organisé par NEXUS Civil Concept en partenariat avec le Consortium de MCIC. (© NEXUS)

Principaux résultats au niveau communautaire



900

personnes, dont des étudiants, des parents, des travailleurs

psychosociaux et des membres de la communauté, ont participé à des sessions d'apprentissage, des événements culturels et des activités communautaires visant à promouvoir le dialogue et à renforcer les liens au sein de la communauté.



350

personnes, dont des représentants de la société civile, des

journalistes et des travailleurs de première ligne, ont participé à des sessions de formation qui les ont dotées d'outils pour soutenir les efforts de réintégration durable.



Moyen-Orient et Afrique du Nord

L'extrémisme violent en Irak, au Yémen et en Tunisie est alimenté par un mélange d'instabilité politique, d'inégalités socio-économiques et de tensions régionales.

En Irak, des années de conflit et la montée et la chute de l'État islamique d'Irak et de Syrie (ISIS) ont entraîné le transfert de nombreux anciens combattants et de leurs familles vers le camp d'Al Hol. La surpopulation, les traumatismes et le manque d'opportunités à Al Hol rendent les communautés, en particulier les enfants, vulnérables à la radicalisation. La population du camp est passée de 9 800 à 73 000 personnes en 2019, ce qui en a fait l'un des endroits les plus dangereux au monde en 2021. À la fin de l'année 2024, environ 3 000 ménages - comprenant approximativement 12 000 personnes - ont été rapatriés du camp d'Al Hol vers le centre d'Al Amal. Parmi eux, environ 2 200 ménages, soit 9 000 personnes, ont achevé leur transition et sont retournés dans leur région d'origine.

Le Yémen continue de faire face à une pauvreté généralisée et à un conflit persistant, créant un terreau fertile à l'enracinement des idéologies radicales. Les anciens enfants soldats, en particulier, éprouvent des difficultés à se réintégrer dans leur communauté et, en l'absence de soutien individuel, restent fortement exposés au risque d'isolement et de récurrence.

En Tunisie, on observe un changement dans les tactiques des extrémistes violents depuis 2017, avec une montée des attaques menées par des acteurs isolés visant les forces de sécurité. Bien que les groupes extrémistes se soient affaiblis, le taux élevé de chômage des jeunes (atteignant jusqu'à 40 % dans certaines régions), combiné au manque d'opportunités économiques, à la marginalisation sociale et à l'accès limité aux systèmes de soutien, continue d'alimenter la frustration et de favoriser la radicalisation.

Irak

GCERF a soutenu 13 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Appuyer la santé mentale et le soutien psychosocial, ainsi que la formation professionnelle, pour aider les rapatriés à guérir de leurs traumatismes et faciliter leur réintégration dans les communautés de retour.

Former des travailleurs de première ligne, notamment des travailleurs sociaux, des enseignants et des psychologues, afin de gérer les cas des rapatriés et d'assurer la viabilité à long terme.

Fournir aux enfants rapatriés un soutien juridique et des documents d'identité, tels que des certificats de naissance, qui sont essentiels pour les inscrire à l'école.

Renforcer les capacités et la coordination des sous-comités de lutte contre l'extrémisme violent dans les différents gouvernorats. Ces sous-comités ont contribué à implémenter localement la stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et les plans d'action des gouvernorats.

Zones d'intervention

Diyala	1
Anbar	2
Niniwe	3
Salahuddin	4
Bassorah	5
Babylone	6
Kirkouk	7
Bagdad	8



Je suis revenue il y a un an avec mes trois enfants. **Mon mari purge une peine de 20 ans et je n'avais aucun soutien.** Aucun de mes enfants n'avait de carte d'identité, ils ne pouvaient donc pas aller à l'école. Avec l'aide de l'équipe du programme et des autorités locales, nous avons obtenu des cartes d'identité provisoires et mes enfants ont enfin pu s'inscrire à l'école. J'ai également reçu un soutien psychosocial, et je suis maintenant une formation professionnelle pour aider à subvenir aux besoins de ma famille. Ces efforts m'ont permis de commencer à guérir du passé et de croire en un avenir plein d'espoir. Pour la première fois depuis longtemps, je me sens vraiment optimiste quant à notre avenir.

– Une femme rapatriée du gouvernorat de Babil

Dans le cadre du soutien holistique apporté à la communauté des rapatriés, cette femme bénéficie d'une formation et de matériel de couture, ce qui lui permet de reconstruire sa vie et de se réintégrer dans la société, tout en réduisant sa vulnérabilité à l'extrémisme violent. (© Ashor Foundation for Relief and Development)

Principaux résultats au niveau communautaire

 **2 000** membres de la communauté, acteurs du gouvernement et de la sécurité ont reçu une formation pour améliorer leurs connaissances sur la réhabilitation et la réintégration efficaces des rapatriés.

 **520** rapatriés et survivants de l'extrémisme violent ont bénéficié de conseils et d'un soutien psychosocial pour les aider à guérir de leurs traumatismes, à reprendre confiance en eux et à rétablir leurs liens sociaux. Cela favorise leur réintégration et réduit le risque de récidive.

 **150** enfants rapatriés ont bénéficié d'une aide à l'éducation et à la scolarisation, ce qui leur a permis de retourner à l'école, de retrouver un sentiment de normalité et de renouer avec l'espoir d'un avenir meilleur.

 **120** rapatriés ont reçu une formation professionnelle pour les aider à acquérir des compétences pratiques afin de reconstruire leur vie et de retrouver l'espoir grâce à de meilleures opportunités.

Tunisie

GCERF a soutenu 16 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Fournir une formation professionnelle, un mentorat et des moyens de subsistance aux jeunes à risque afin de réduire leur vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes.

Renforcer la collaboration entre les jeunes, les dirigeants communautaires et les acteurs de la gouvernance afin de rétablir la confiance dans les institutions et de réduire l'attrait des récits extrémistes qui exploitent les sentiments d'exclusion ou d'injustice.

Lutter contre la violence dans les écoles par des interventions ciblées visant à promouvoir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs qui favorisent une identité et une appartenance positives.

Zones d'intervention

Grand Tunis	1
Jendouba	2
Kef	3
Kasserine	4
Sidi Bouzid	5
Kairouan	6
Siliana	7



Un jeune entrepreneur de Jendouba ouvre son propre salon de coiffure après avoir suivi une formation à l'entrepreneuriat, transformant ses nouvelles compétences en moyens de subsistance et en espoir pour l'avenir. (© Forum el Jahedh)

A l'Union Nationale de la Femme Tunisienne Kairouan (UNFTK), nous pensons que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'éradication de l'extrémisme et du terrorisme. Grâce à l'initiative "Groupes de femmes citoyennes pour la détection précoce et l'éducation permanente", mise en œuvre dans 128 écoles de zones mal desservies des gouvernorats de Kairouan et de Siliana, nous donnons aux femmes leaders de la communauté les moyens d'être des agents du changement social. Ces femmes sont formées pour détecter les signes précoces de radicalisation, renforcer la résilience de la communauté et mener des stratégies de prévention qui sont à la fois ancrées localement et spécifiques au contexte.

– Zohra Alouini, présidente de l'UNFTK

Principaux résultats au niveau communautaire



2 400

jeunes et leurs familles exposés au risque de radicalisation ont

participé à des consultations et à des activités de soutien visant à promouvoir l'inclusion et la résilience et à prévenir l'extrémisme violent.



2 000

jeunes, éducateurs, chefs religieux et membres de

communautés ont participé à des activités de formation et de sensibilisation pour renforcer les efforts de prévention au niveau local.



450

étudiants et jeunes ont participé à des clubs

de la paix et à des associations locales pour renforcer leur sentiment d'appartenance, promouvoir la résolution non violente des conflits et encourager la participation civique.



300

jeunes ont bénéficié d'une formation

professionnelle et d'un soutien à l'entrepreneuriat afin d'améliorer les opportunités économiques et de réduire l'attrait de l'extrémisme violent.

Yémen

GCERF a soutenu huit organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Soutenir la réhabilitation et la réintégration des anciens enfants soldats et de leurs familles par le biais d'un soutien psychosocial et économique afin de réduire la probabilité de leur radicalisation et de leur offrir un avenir meilleur.

Faciliter la réintégration et l'acceptation des rapatriés au sein de la communauté par le biais de dialogues locaux visant à rétablir la confiance et à lutter contre la stigmatisation.

Renforcer les systèmes de protection de l'enfance en formant les travailleurs de première ligne et en établissant des voies d'orientation afin que les enfants rapatriés puissent accéder aux services essentiels.

Zones d'intervention

Aden	1	Al-Dhale	5
Hadramout	2	Abyan	6
Taiz	3	Marib	7
Lahj	4		



La participation à la formation sur les normes minimales pour la protection de l'enfance (CPMS) a été une expérience véritablement transformatrice. Auparavant, je n'avais qu'une compréhension générale de la protection de l'enfance, mais la formation m'a permis d'acquérir une compréhension structurée et complète de la manière dont les normes internationales peuvent être appliquées dans des contextes de conflit comme le nôtre. Je vois maintenant clairement comment les CPMS ont un impact direct sur la sécurité, le rétablissement et le bien-être à long terme des enfants qui ont été associés à des groupes extrémistes violents, en particulier ceux qui vivent dans des orphelinats ou dans des institutions. La formation m'a aidé à identifier les lacunes critiques de nos systèmes de soutien actuels et m'a permis d'acquérir des compétences pratiques pour répondre plus efficacement aux besoins émotionnels, juridiques et psychosociaux de ces enfants.

– Directeur adjoint de l'orphelinat Dara Takaful

Réhabilitation du centre pour mineurs d'Abyan, qui offre désormais un environnement plus sûr et plus favorable aux enfants anciennement associés à des groupes armés, en proposant un soutien psychosocial, une aide juridique et un accès à l'éducation dans le cadre d'efforts plus larges visant à réintégrer les enfants et à prévenir la récidive. (© Deem for Development)

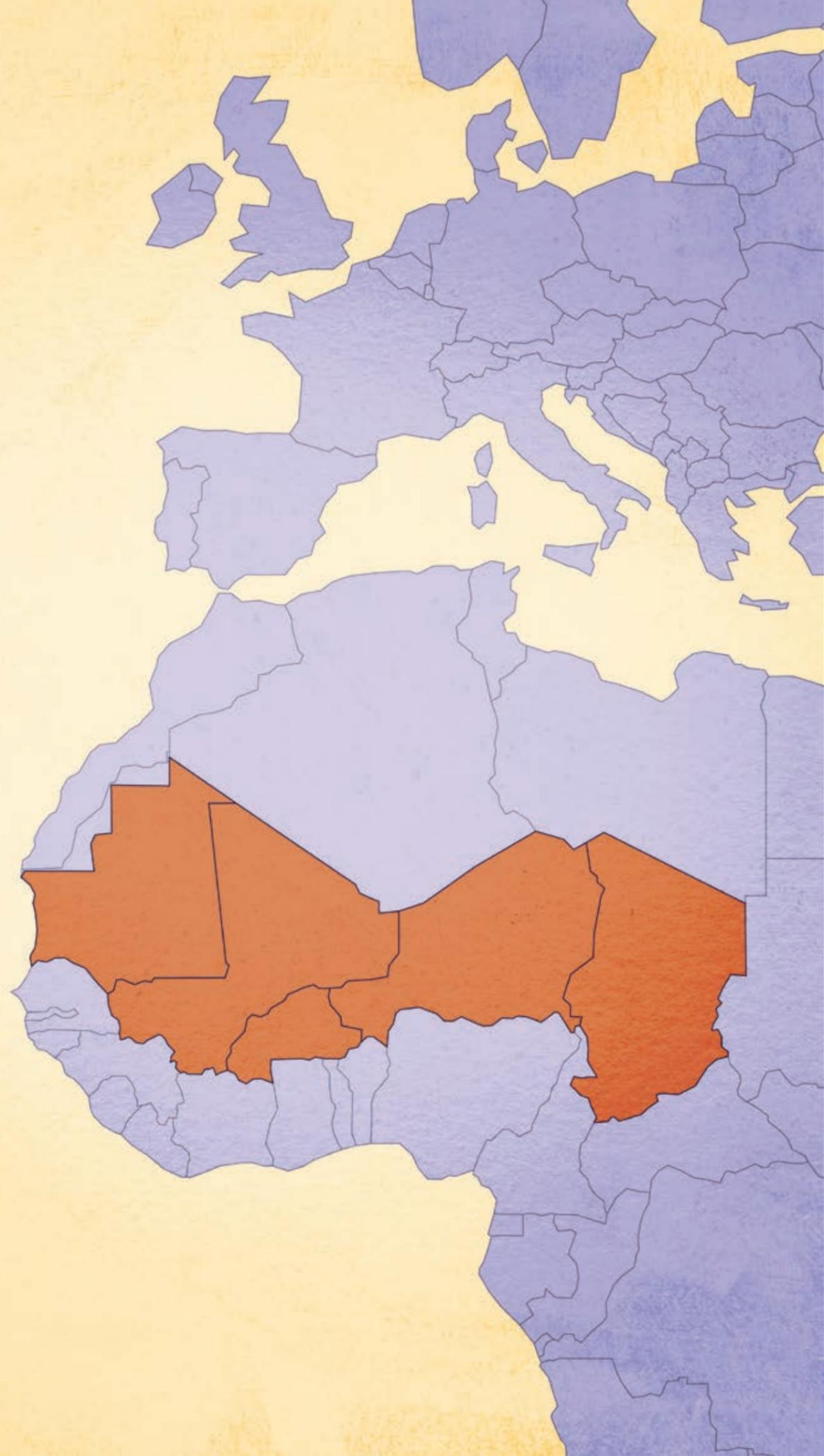


Sahel

Sahel reste l'une des régions les plus défavorisées et les plus fragiles du monde. Il rassemble plusieurs États confrontés à des situations de conflit, affichant des niveaux de développement humain relativement faibles selon l'indice des Nations Unies, et faisant face à un ensemble complexe et interconnecté de crises. Ces défis ont créé un terrain fertile pour le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé. La région est également devenue un point névralgique pour les activités illicites, notamment la traite des êtres humains et le trafic de personnes, de drogues et d'armes.

Selon l'indice mondial du terrorisme 2025, la région du Sahel représentait 51 % de tous les décès liés au terrorisme dans le monde en 2024. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport aux 47 % enregistrés en 2023 et d'une hausse spectaculaire par rapport aux 1 % enregistrés en 2007, ce qui souligne l'aggravation de la crise sécuritaire dans la région. Au cours des 15 dernières années, le nombre de décès liés au terrorisme a fortement augmenté au Sahel, reflétant l'influence croissante des groupes extrémistes et les défis auxquels sont confrontés les gouvernements locaux pour faire face à la menace.

Les principales fragilités dans la région comprennent des niveaux élevés de chômage des jeunes, des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que des griefs persistants liés à la gouvernance. Les groupes terroristes et extrémistes violents exploitent ces vulnérabilités en véhiculant des récits d'injustice et en offrant une protection en échange d'une allégeance, déstabilisant ainsi davantage des communautés déjà fragiles.



Burkina Faso

GCERF a soutenu six organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

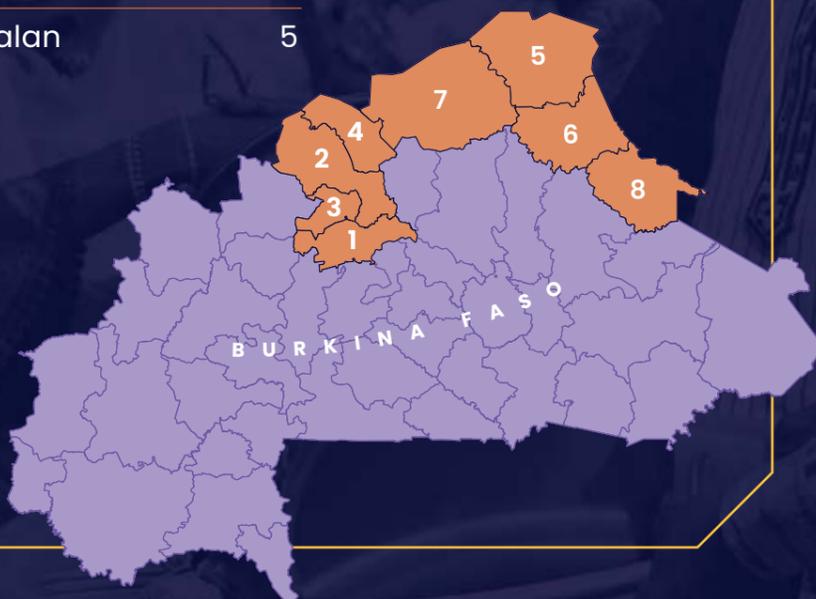
Promouvoir l'intégration socio-économique par le biais de moyens de subsistance afin de réduire la vulnérabilité à la radicalisation et au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Fournir un soutien psychosocial aux survivants de l'extrémisme violent afin de les aider à se rétablir et à se réintégrer.

Résoudre les conflits intercommunautaires liés à la rareté des ressources naturelles par le dialogue et les initiatives de résolution des conflits.

Zones d'intervention

Passoré	1	Seno	6
Yatenga	2	Soum	7
Zoncoma	3	Yagha	8
Loroum	4		
Oudalan	5		



Lorsque des groupes extrémistes violents ont attaqué notre village, nous avons été contraints de fuir sans rien. Nous avons perdu nos maisons et nous avons été traumatisés. Nous ne savions pas comment nous allions nous occuper de nos enfants. Nous avons reçu un soutien psychologique et avons été formés à la production de soubala et d'autres produits à base d'arachide comme source de revenus. La formation a été suivie par la fourniture d'équipements pour commencer la production. Ce geste a ravivé en moi une étincelle d'espoir et m'a aidée à guérir. Je voyais enfin un moyen de subvenir aux besoins de mes enfants, en les inscrivant à l'éducation formelle pour qu'ils développent une pensée critique qui puisse les aider à remettre en question les récits des groupes terroristes.

– Une survivante de l'extrémisme violent

Les survivants de l'extrémisme violent reçoivent du matériel de production pour lancer leur entreprise, renforcer leur résilience économique et soutenir leur réintégration dans la société. (© UFC-DORI)

Principaux résultats au niveau communautaire

12 800 personnes exposées au risque de radicalisation par des groupes extrémistes ont été formées à la sensibilité aux conflits, à la pensée critique, à la résolution des conflits et à la détection précoce des signes de radicalisation.

3 900 membres de la communauté ont participé à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels pour encourager la solidarité et rejeter les faux récits souvent utilisés par les groupes extrémistes violents.

1 700 chefs de communautés, pasteurs et agriculteurs ont été formés à la résolution des conflits et aux mécanismes de médiation afin de répondre aux griefs qui les rendaient vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes violents.

1 400 rapatriés et/ou survivants de l'extrémisme violent ont bénéficié de conseils et d'un soutien psychologique pour faciliter leur rétablissement et leur réintégration dans la société.

Mali

GCERF a soutenu six organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Faciliter l'accès aux prêts pour les jeunes et les femmes afin d'améliorer leurs conditions socio-économiques et de renforcer leur résilience face à la radicalisation par des groupes extrémistes violents.

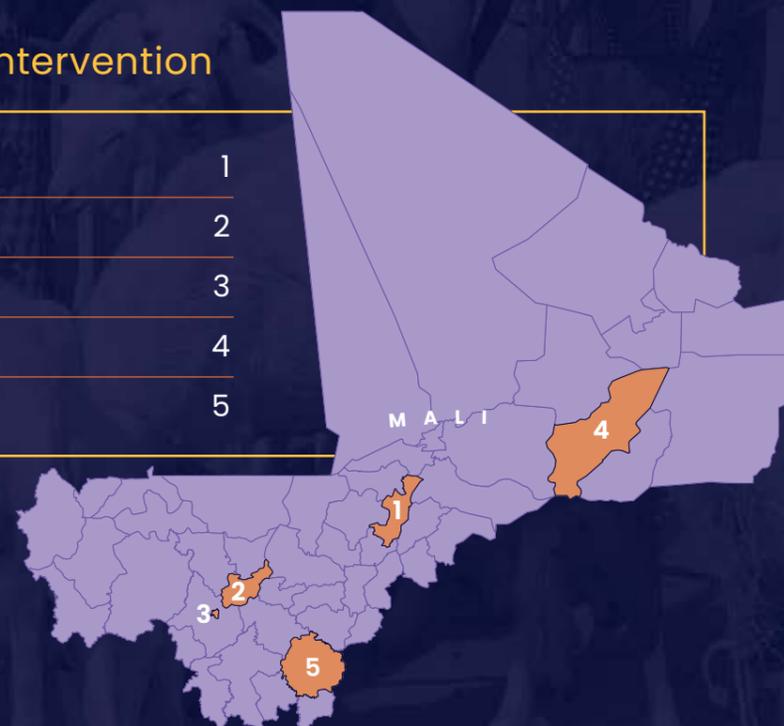
Promouvoir la participation politique et élargir les opportunités économiques pour les jeunes et les femmes afin de réduire leur vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Renforcer la résilience pastorale grâce à des investissements ciblés dans les infrastructures, afin d'apaiser les griefs liés à la terre.

Soutenir la réintégration des anciens détenus et des anciens combattants officiellement affiliés à des groupes terroristes par le biais d'initiatives communautaires qui favorisent la tolérance et réduisent le risque de récidive.

Zones d'intervention

Mopti	1
Koulikoro	2
Bamako	3
Gao	4
Sikasso	5



Des femmes en proie à la radicalisation se lancent dans l'élevage de bétail après avoir bénéficié d'un soutien aux moyens de subsistance. Cette opportunité économique fournit un revenu durable et favorise la stabilité de la communauté, réduisant ainsi la vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents. (© FEDE)

Je ne savais pas quoi faire et je dois admettre que j'ai été tenté de rejoindre un groupe armé (organisation terroriste) qui promettait un salaire. Je me sentais prise au piège, sans véritable avenir, et vulnérable à quiconque me proposait une issue. L'apprentissage du tissage m'a donné plus qu'un moyen de subsistance, il m'a donné un but. Aujourd'hui, je peux subvenir à mes besoins et me concentrer sur la construction d'une vie meilleure, au lieu de me laisser entraîner dans une activité destructrice.

– Un jeune homme qui a bénéficié d'un soutien économique pour renforcer sa résistance au recrutement par des groupes extrémistes violents

Principaux résultats au niveau communautaire

5 700 membres de la communauté ont été touchés par des campagnes de prévention visant à réduire le risque de recrutement par des groupes extrémistes violents.

4 000 personnes exposées au risque de radicalisation ont reçu des moyens de subsistance, un soutien économique ou matériel afin de réduire le moteur économique du recrutement.

2 700 membres de communautés ont participé à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires et intergénérationnels afin de favoriser la solidarité et de rejeter les faux récits.

1 200 personnes exposées au risque de radicalisation ont bénéficié d'une formation professionnelle pour renforcer leur résistance économique au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Mauritanie

GCERF a soutenu 11 organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

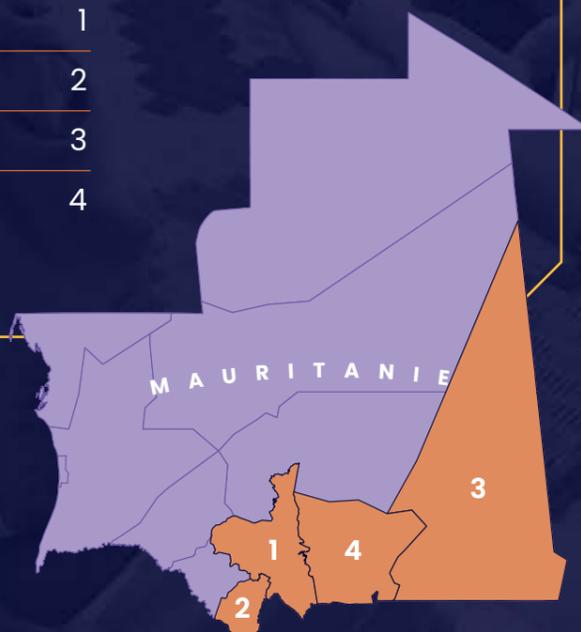
Offrir aux jeunes et aux femmes des opportunités économiques pour renforcer leur résilience face au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Encourager la solidarité par le biais d'événements communautaires afin de créer un sentiment d'appartenance et de réduire la marginalisation – des vulnérabilités souvent exploitées par les groupes extrémistes violents.

Contre les discours de haine et les récits radicaux tout en abordant les tensions intergénérationnelles afin de promouvoir la tolérance et de résoudre les griefs sous-jacents.

Zones d'intervention

Assaba	1
Guidimakha	2
Hodh ech Chargui	3
Hodh el Gharbi	4



Grâce à ce programme, nous, les jeunes de Boughadoum, avons acquis les compétences nécessaires pour transformer nos ambitions en actions. Pour la première fois, nous sommes considérés comme des agents de changement – et non comme de simples cibles – et nous contribuons à empêcher l'émergence de l'extrémisme violent.

– Un jeune exposé au risque de recrutement ayant bénéficié d'une formation professionnelle

Des jeunes utilisent des téléphones portables lors d'un événement communautaire axé sur la sensibilisation et l'inclusion numériques, les aidant à reconnaître la désinformation, à résister aux discours de haine en ligne et à réduire leur vulnérabilité à la radicalisation et au recrutement par des groupes extrémistes violents. (© Initiatives Développement)



Niger

GCERF a soutenu cinq organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Réduire le risque de radicalisation en renforçant les capacités de pensée critique des femmes et des jeunes, et en leur fournissant une compréhension approfondie des processus de radicalisation, dans le but de renforcer leur résilience face au recrutement par des groupes extrémistes violents.

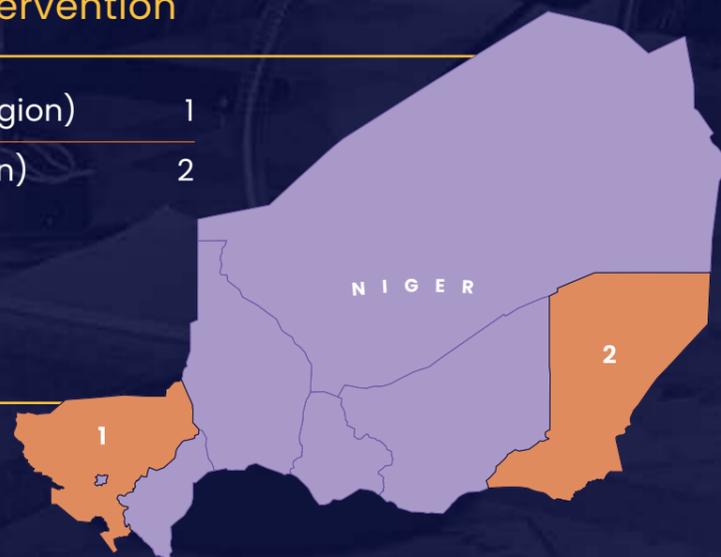
Développer les opportunités socio-économiques pour les femmes et les jeunes afin de diminuer l'attrait des incitations financières souvent utilisées par les groupes extrémistes violents pour recruter.

Créer des espaces de dialogue communautaire qui favorisent la confiance et la tolérance en facilitant l'engagement entre les citoyens, les autorités locales et les forces de défense.

Soutenir la réintégration des jeunes repentis des groupes terroristes dans les services publics afin de lutter contre la stigmatisation et la marginalisation – des vulnérabilités souvent exploitées par les groupes extrémistes violents.

Zones d'intervention

Tillabéri (région)	1
Diffa (région)	2



J'étais autrefois éleveur, mais après avoir tout perdu dans une attaque terroriste, j'ai rejoint un groupe extrémiste violent pour survivre. Après avoir été capturé, jugé et condamné à des années de prison, je suis reconnaissant du soutien que j'ai reçu dans le cadre de ce programme. J'ai commencé une nouvelle vie et une nouvelle entreprise à Niamey. C'est un travail difficile, mais il me permet de subvenir aux besoins de ma famille et de construire un avenir meilleur.

– Un ancien combattant terroriste

Au Niger, un animateur de radio communautaire dirige une émission en direct faisant la promotion de la paix, de l'inclusion et du dialogue. En luttant contre la désinformation et en amplifiant les voix locales, la radio communautaire joue un rôle essentiel dans la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale. (© Conseiller national du GCERF)

Principaux résultats au niveau communautaire



ont reçu un soutien matériel, économique ou de subsistance, renforçant ainsi leur résistance aux incitations financières utilisées par les groupes extrémistes violents pour recruter.



ont reçu des conseils et un soutien psychosocial pour les aider à se rétablir et à se réintégrer dans la société.



ont bénéficié d'une formation professionnelle, leur offrant des alternatives durables à l'adhésion à des mouvements extrémistes.



standard ont été élaborés pour soutenir les travailleurs de première ligne engagés dans la réhabilitation et la réintégration des ex-combattants.

Tchad

GCERF a soutenu sept organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des programmes ayant pour but de :

Offrir aux jeunes des opportunités économiques et des moyens de subsistance pour renforcer leur résistance au recrutement par des groupes extrémistes violents.

Réduire les griefs ethniques et culturels, qui peuvent être exploités par des groupes extrémistes violents, grâce à des campagnes de sensibilisation et des cours de formation sur la paix, les droits fondamentaux et les avantages du vivre-ensemble.

Améliorer la connaissance juridique et l'accès à la justice en simplifiant et en diffusant les textes et les lois sur les droits fondamentaux dans les langues locales et en renforçant la confiance dans les institutions de l'État.

Renforcer la capacité des femmes à participer aux processus décisionnels locaux, dans le but de promouvoir une gouvernance inclusive, de réduire la marginalisation et de garantir que des voix diverses contribuent à la résilience et à la stabilité de la communauté.

Zones d'intervention

Région du lac Tchad	1
Tibesti	2
Hadjer Lamis	3
Mayo-Kebbi Ouest	4



Je ne savais pas que la loi protégeait les femmes ou que nous avons le droit de participer à la vie civique. En tant que femme rurale, je ne me suis jamais sentie intégrée. Maintenant que je comprends les lois contre la discrimination et la violence, je vais partager ces connaissances avec d'autres, afin que davantage de femmes soient sensibilisées. Une communauté bien informée est beaucoup moins vulnérable à la manipulation par des groupes extrémistes.

– Une femme participant à une session de sensibilisation aux droits fondamentaux

Au Tchad, des participants prennent part à une session de dialogue communautaire visant à renforcer la compréhension mutuelle et à promouvoir la coexistence pacifique – une étape importante dans la prévention de l'extrémisme violent en s'attaquant aux tensions et griefs sous-jacents. (© Shutterstock)



Plaidoyer et Visibilité

Débats sur la sécurité

En partenariat avec le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), GCERF a organisé un débat en personne intitulé [“Briser le cercle vicieux de l’insécurité : Résilience et transformation au niveau communautaire”](#).

Forum sur la Fragilité (FF) de la Banque Mondiale

Lors du Forum sur la Fragilité (FF) de la Banque Mondiale, dont le thème était “S’adapter et innover dans un monde volatil”, le directeur exécutif du GCERF, Dr Khalid Koser, a présenté un exposé intitulé [“Et si l’engagement d’anciens combattants et/ou terroristes était le meilleur moyen de prévenir l’extrémisme violent ?”](#) GCERF a également soutenu le forum en identifiant des intervenants pour une session hybride intitulée [“S’attaquer au passé pour sécuriser l’avenir : la réhabilitation et la réintégration comme voie de prévention de l’extrémisme violent”](#).

Maintenir l’élan pour la réhabilitation et la réintégration (R&R) des rapatriés du nord-est de la Syrie

Reconnaissant le risque sécuritaire croissant posé par les camps du nord-est de la Syrie, GCERF a organisé une série d’événements de haut niveau afin de promouvoir les efforts de rapatriement et de soutien à la réhabilitation et à la réintégration des

habitants des camps. Ces événements ont également encouragé la collaboration entre le gouvernement et les acteurs de la société civile tout en mettant en évidence les meilleures pratiques et les leçons tirées de diverses expériences.

Ces événements étaient les suivants:

1. “Vider les camps du nord-est de la Syrie : Réduire la menace terroriste” - juin 2024, Genève : Cet événement a permis aux organisations de la société civile soutenues par GCERF de présenter deux documents d’orientation en matière de R&R :
 - [Approche de la société civile en matière de réhabilitation et de réintégration dans les Balkans occidentaux](#)
 - [Note d’orientation sur le soutien à la réintégration communautaire des anciens membres des forces et groupes armés](#)
2. “Réhabilitation et réintégration efficaces des personnes rapatriées du nord-est de la Syrie” - septembre 2024, Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU), New York : Une table ronde organisée conjointement avec le gouvernement albanais et l’Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Le discours principal a été prononcé par le directeur de l’Institut d’études stratégiques et interrégionales auprès du président de la République d’Ouzbékistan (ISRS), Dr Eldor Aripov.
3. “L’expérience de l’Ouzbékistan - Réhabilitation et réintégration efficaces des rapatriés du nord-est de la Syrie”

- Novembre 2024, Palais des Nations, Genève : Une discussion avec des représentants des États membres de l’ONU, des agences de l’ONU, des experts universitaires et des praticiens de la société civile. L’événement a présenté l’expérience de l’Asie centrale en matière de rapatriement, réhabilitation et de réintégration des citoyens revenant du nord-est de la Syrie.

14ème réunion ministérielle du GCTF

Conformément au thème de la réunion, le président du conseil d’administration du GCERF, M. Stefano Manservigi, a présenté les différents partenariats du GCERF avec les gouvernements africains, les institutions économiques régionales et les organismes multilatéraux, en soulignant les principales réalisations et les domaines potentiels de collaboration future.

Les 10 ans du GCERF

Pour commémorer ce jalon, GCERF a informé la communauté diplomatique des progrès réalisés par l’organisation depuis sa création. Le directeur exécutif a également partagé les leçons apprises et proposé de nouvelles stratégies pour relever les défis futurs en matière de P/LEV.

Semaine de la paix à Genève

GCERF a organisé un événement hybride intitulé [“Rompre le cycle de l’extrémisme violent - Engager les anciens combattants et les survivants à s’attaquer aux causes](#)

[profondes et à prévenir la poursuite de l’extrémisme violent”](#). Cet événement comprenait un débat rapide de type TEDx présentant des arguments pour et contre l’implication d’anciens combattants dans le P/CVE, ainsi qu’une table ronde avec des P/LEV des programmes soutenus par GCERF, d’anciens combattants et des survivants du terrorisme. Chaque intervenant a partagé son expérience et présenté des arguments en faveur de l’implication des ex-combattants et des survivants dans les programmes P/LEV et de lutte contre l’extrémisme violent et de consolidation de la paix.

Initiatives en cours

- Lancement et mise en œuvre de [l’initiative sur les liens entre le changement climatique et l’extrémisme violent](#), Forum mondial de lutte contre le terrorisme, GCTF, 2024 - 2025, dirigée par les gouvernements de l’Allemagne et du Kenya et mise en œuvre par GCERF.
- Prix du leadership féminin, inspiré par la présidente fondatrice du conseil d’administration du GCERF, Mme Carol Bellamy. Ce prix soutient les petites organisations locales et de terrain, dirigées par des femmes ou axées sur l’autonomisation des femmes dans le domaine de la P/LEV et de la lutte contre l’extrémisme violent (P/CVE) dans les pays partenaires. GCERF a conclu avec succès l’édition 2023-2024 et a lancé l’édition 2024-2025.

Partage des Connaissances et de Bonnes Pratiques

Plateforme d'Action Mondiale (PAM)

En 2024, GCERF a continué à renforcer son soutien aux OSC par le biais de la Plateforme d'action mondiale (PAM), une initiative clé conçue pour favoriser la collaboration, l'échange de connaissances et l'apprentissage par les pairs parmi ses partenaires de la société civile. La PAM est un carrefour où les OSC, les universitaires, les décideurs politiques et les praticiens peuvent se réunir pour partager leurs bonnes pratiques, discuter des défis, renforcer leurs capacités et améliorer leurs efforts de prévention de l'extrémisme violent.

Dans le cadre de cette initiative, la PAM a organisé une session ciblée sur la R&R et la gestion des rapatriés en 2024. Des représentants de l'Indonésie, de l'Irak, du Kosovo et du Kirghizistan ont partagé leurs idées et leurs expériences en matière de réintégration des familles d'anciens combattants terroristes étrangers de retour au pays. La discussion a fourni une plateforme d'apprentissage mutuel et a mis en lumière des approches pratiques pour soutenir les communautés affectées, renforçant l'importance des interventions menées localement et spécifiques au contexte.

Communauté de pratique

GCERF réunit des OSC, des partenaires financiers et des représentants des gouvernements pour présenter les progrès des programmes financés, faciliter l'apprentissage mutuel et renforcer la capacité des parties prenantes impliquées dans la prévention de l'extrémisme violent. En 2024, GCERF a organisé 11 sessions pour échanger des expériences, explorer des approches innovantes et améliorer l'efficacité des interventions. De telles interactions sont cruciales pour construire un réseau plus cohérent et plus résilient d'acteurs dédiés aux efforts de prévention à base communautaire.

Gouvernance

Mise à jour sur le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est l'organe décisionnel le plus élevé du GCERF, chargé de guider l'orientation stratégique de l'organisation, de mobiliser le soutien des partenaires financiers à la mission de l'organisation et de superviser les activités du Secrétariat. Pour remplir son rôle en 2024, le Conseil d'administration a tenu deux réunions officielles : la première s'est déroulée en personne à Genève, en Suisse, les 25 et 26 juin, et la seconde a eu lieu virtuellement le 10 décembre.

La réunion de juin a donné lieu à des discussions sur le lancement de la campagne de reconstitution des ressources 2025-2027 du GCERF et sur l'élaboration de la stratégie 2025-2028. Elle a également été marquée par un événement de haut niveau sur le thème "Vider les camps dans le nord-est de la Syrie : Réduire la menace du terrorisme", qui s'est concentré sur les obstacles à la réhabilitation et à la réintégration dans le nord-est de la Syrie.

La réunion de décembre a mis l'accent sur la campagne de reconstitution des ressources 2025-2027 du GCERF. Avant cette réunion, des documents sur l'auto-évaluation du Conseil 2022-2023, qui a été menée en octobre et novembre 2024 sous la direction du Comité de Gouvernance et d'Éthique (GEC) au niveau du Conseil, ont été partagés avec les membres du Conseil.

En 2024, le Conseil a pris 27 décisions, y compris l'approbation de nouvelles composantes du Conseil d'administration, de stratégies d'investissement par pays et du budget 2025, la création d'un groupe de travail stratégique ad hoc au niveau du Conseil, et l'ajout de nouveaux pays partenaires, notamment le Kazakhstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, faisant progresser l'expansion stratégique du GCERF en Asie centrale. Tous les [documents](#) décisionnels du Conseil d'administration sont publiés sur le site web du GCERF.

La liste des membres du conseil de direction figure dans les annexes.

Mise à jour sur le secrétariat

Les valeurs du GCERF, le bien-être des employés et l'efficacité ont continué d'être au cœur des activités du Secrétariat en 2024. Du développement du leadership au renforcement des capacités de gestion, en passant par le renforcement de notre communication interne et de notre culture du retour d'information, nous avons veillé à ce que chaque collègue ait la possibilité de se développer professionnellement. L'augmentation des investissements dans l'apprentissage et le développement, ainsi que l'offre d'un plus grand nombre de stages rémunérés, de stages et de postes professionnels juniors, ont permis au GCERF de bénéficier de la valeur d'un personnel hautement qualifié tout en aidant les individus à développer leur carrière. GCERF a également proposé quinze placements bénévoles et des possibilités d'expérience professionnelle non rémunérée à des étudiants et à des professionnels cherchant à réintégrer le marché du travail. Les collègues ont été impliqués dans des initiatives et des plans visant à promouvoir la sensibilisation à la santé mentale et à améliorer l'environnement de travail dans nos nouveaux locaux. À la fin de l'année 2024, GCERF employait 49 personnes, représentant 21 nationalités, dont 53 % de femmes et 47 % d'hommes.

La poursuite du développement de solutions technologiques pour gérer les données et accroître l'efficacité des processus et la prise de décision éclairée a vu l'achèvement ou l'avancement de projets clés dans les domaines de la gestion des subventions, de la gestion des voyages et des ressources humaines.

Finance

L'unité Finance et Conformité est responsable de la planification et de l'allocation des ressources financières du GCERF, ainsi que de la gestion des audits annuels et des audits de projets, le tout conformément aux normes comptables internationales. L'unité fournit également un soutien technique aux activités liées aux subventions et aux bénéficiaires des subventions dans les pays.

Le Comité des Finances et de l'Audit a continué à superviser et à orienter le Secrétariat sur les questions financières, les audits, la gestion des risques et le système de contrôle interne.

En 2024, l'auditeur externe BDO SA Ltd (Suisse) a émis un rapport exprimant une opinion sans réserve sur les états financiers de 2023 du GCERF. Le mandat de l'auditeur externe a été renouvelé pour quatre ans.

En 2024, l'auditeur externe BDO LLP (Royaume-Uni) a procédé à 31 examens financiers, en plus des vérifications ponctuelles effectuées par le Secrétariat et le conseiller financier en Irak. Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ont continué à être renforcés conformément au modèle de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Le registre des risques organisationnels conçu par le Secrétariat en 2023 est entré en vigueur en 2024 et est désormais utilisé par l'équipe de direction du GCERF comme outil de suivi. Les procédures et processus actuels ont été revus et améliorés régulièrement. Les tests du logiciel de gestion des subventions ont été achevés en 2024 et l'outil a été lancé au cours du premier trimestre 2025.

Principaux partenaires financiers

Depuis sa création en 2014, GCERF est fier d'être soutenu par les partenaires financiers suivants :

Pays	Total des cotisations confirmées en 2024	Total des cotisations 2014 - 2024	Contributions en espèce	Contribution en nature
États-Unis d'Amérique	7,700,000	36,200,000	33,800,000	2,300,000
Union Européenne	8,600,000	35,100,000	35,100,000	-
Allemagne	3,300,000	19,600,000	19,600,000	-
Pays-Bas	900,000	18,000,000	18,000,000	-
Suisse	600,000	15,500,000	13,300,000	2,200,000
Qatar	5,000,000	15,000,000	15,000,000	-
Norvège		9,100,000	9,100,000	-
Japon	500,000	8,800,000	8,800,000	-
Australie		7,900,000	7,900,000	-
France	1,600,000	6,300,000	6,100,000	300,000
Italie	1,500,000	5,600,000	5,600,000	-
Canada		4,500,000	4,500,000	-
Danemark		3,500,000	3,500,000	-
Nouvelle-Zélande		3,200,000	3,100,000	<100,000
Royaume-Uni	300,000	3,100,000	3,100,000	-
Luxembourg	1,300,000	1,300,000	1,300,000	-
Suède	100,000	300,000	300,000	-
Liechtenstein		300,000	300,000	-
Finlande		100,000	100,000	-
Kofi Annan Foundation		100,000	100,000	-
Espagne		100,000	100,000	-
Kenya		100,000	100,000	-
Albanie		100,000	100,000	-
Maroc		100,000	0	<100,000
Portugal	<100,000	100,000	100,000	-
Kuwait Danish Dairy Company		100,000	100,000	-
Niger		100,000	100,000	-
Kosovo		<100,000	<100,000	-
Burkina Faso		<100,000	<100,000	-
Total général	31,200,000	194,100,000	189,100,000	4,900,000

Note: Les contributions confirmées en 2024 font référence aux nouveaux contrats signés au cours de l'année. Tous les montants ont été arrondis pour plus de clarté.

Diversification

GCERF s’est fixé comme priorité de diversifier sa base de partenariat, en travaillant avec un éventail plus large de pays et d’organisations pour permettre la réalisation de sa mission. En 2024, le Luxembourg est devenu un nouveau membre du conseil d’administration du GCERF et un nouveau partenaire financier. La Fondation Sasakawa Pour La Paix a également rejoint le conseil d’administration. Ces efforts se poursuivront en 2025 et au-delà.

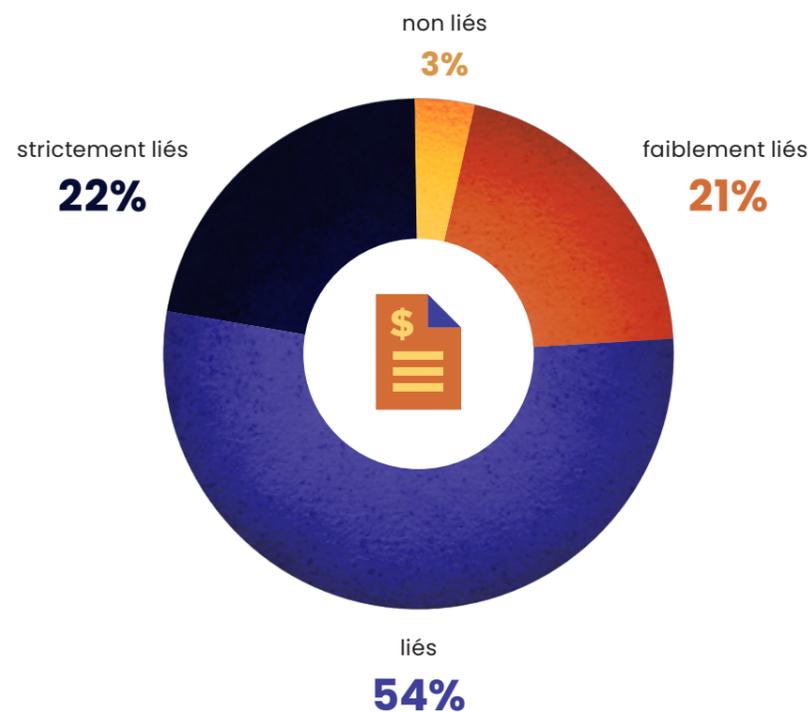
Un financement flexible

En 2024, GCERF a reçu de nouveaux financements pour un montant total de 31,2 millions USD, dont environ 24 % étaient considérés comme flexibles, c’est-à-dire non ciblés ou faiblement ciblés, conformément aux définitions d’affectation des fonds énoncées dans le Grand Bargain.***

Ce financement donne au GCERF une flexibilité supplémentaire pour :

- Allouer des fonds de manière indépendante, sur la base d’une analyse des besoins, afin de garantir que les régions et communautés ignorées ou non considérées comme «prioritaires» par la communauté internationale reçoivent également un soutien
- Débloquer un soutien et octroyer des subventions rapidement face aux crises émergentes
- Gérer sa trésorerie de manière plus efficace

Valeur du contrat (%)



Qualité du financement des contrats signés en 2024 (en % de la valeur totale).

*** Note: Le GCERF a adopté les définitions de l’affectation des fonds telles qu’approuvées dans le cadre du [Grand Bargain](#).

Les principaux pays fournissant un soutien financier flexible au GCERF en 2024 sont :

Pays	Contrats signés en 2024	Part du financement flexible	
	en millions d’USD	en %	en millions d’USD
1 Qatar	5,000,000	100.00%	5,000,000
2 Allemagne	3,300,000	95.80%	3,160,000
3 États-Unis d’Amérique	7,700,000	33.33%	2,570,000
4 Pays-Bas	900,000	100.00%	900,000
5 France	1,600,000	49.20%	787,000
6 Italie	1,500,000	45.44%	680,000
7 Royaume-Uni	300,000	100.00%	30,000
8 Suède	100,000	100.00%	10,000
9 Portugal	30,000	100.00%	3,000

Note: Tous les montants ont été arrondis pour plus de clarté.

Soutien direct au secrétariat du GCERF à Genève

GCERF remercie les États-Unis d’Amérique et la Suisse de leur soutien spécial pour couvrir les frais de Secrétariat du GCERF à Genève, y compris la location de bureaux. Le Secrétariat joue un rôle essentiel dans la bonne gouvernance de l’institution, en veillant à ce qu’elle fonctionne selon les plus hauts niveaux de conformité et de diligence lors de l’attribution, de la gestion et de l’établissement de rapports sur les subventions.

Audit des états financiers

L’auditeur externe, BDO SA (Suisse), a exprimé une opinion sans réserve sur les états financiers de 2024, indiquant qu’ils présentent une image fidèle de la situation financière du GCERF, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie. L’auditeur externe a également testé le système de contrôle interne actuellement en place au sein du GCERF et en a confirmé l’existence.

Le rapport d’audit et les états financiers de 2024 sont disponibles sur demande.

Note de Fin

Les investissements du GCERF en 2024 reflètent un soutien continu aux partenaires de la société civile dans plusieurs régions. Les subventions actives en Indonésie ont débuté le 1er janvier 2025. Aucun nouvel investissement n'a été réalisé au Bangladesh, au Burkina Faso, au Nigéria, au Sri Lanka ou au Yémen en 2024 ; cependant, les organisations de la société civile de ces pays ont continué à mettre en œuvre des activités dans le cadre de subventions pluriannuelles en cours.

Les principaux résultats présentés pour 2024 sont basés sur les données disponibles. Les chiffres n'incluent pas le Tchad, la Mauritanie, le Kirghizistan et le Yémen, où les activités en sont à leurs débuts et où les résultats mesurables ne sont pas encore disponibles au niveau communautaire.

Tous les chiffres ont été arrondis pour plus de clarté.



Annexes

Composition du Conseil d'administration et de ses membres

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo et Macédoine du Nord

Membre du conseil d'administration :

S.E. M. Xhelal Sveçla, Ministre de l'Intérieur du Kosovo

Membre suppléant du conseil

d'administration : S.E. M. Ervin Hoxha, Ministère de l'Intérieur de la République d'Albanie

Australie, Japon et Nouvelle-Zélande

Membre du conseil d'administration : Mme

Charlotte Beaglehole, Cheffe de Division - Division de la Sécurité Internationale et du Désarmement, Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Koichi Warisawa, Directeur, Division de la Coopération Internationale en Matière de Sûreté et de Sécurité, Bureau de la Politique Étrangère, Ministère des Affaires Étrangères du Japon

Bangladesh, Kirghizistan et Philippines

Membre du conseil d'administration : S.E. M. Tareq Md. Ariful Islam, Ambassadeur et Représentant Permanent, Mission Permanente de la République Populaire du Bangladesh Auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Oscar Valenzuela, Sous-Secrétaire, Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales des Philippines

Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad

Membre du conseil d'administration : S.E. M.

Laouali Labo, Ambassadeur et Représentant Permanent, Mission Permanente de la République du Niger Auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Membre suppléant du conseil

d'administration : Mme Sanogo Mariam Tounkara, Directrice Générale des Affaires Religieuses, Coutumières et traditionnelles, Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité du Burkina Faso

Société civile et groupes de réflexion et d'action politique

Membre du conseil d'administration :

M. Fulco Van Deventer, Vice-Directeur, Human Security Collective

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Eelco Kessels, Directeur Exécutif, Global Center on Cooperative Security (Centre Mondial pour la sécurité Coopérative)

Danemark, France et Italie

Membre du conseil d'administration :

Mme Amélie Delaroche, Adjointe au Chef du Service de lutte Contre le Terrorisme et la Criminalité Organisée, Direction de la Stratégie, de la Sécurité et du Désarmement, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Christian Bunk Fassov, Coordinateur de la Lutte Contre le Terrorisme, Département de la Politique de Sécurité, Ministère des Affaires Étrangères du Danemark

Union européenne

Membre du conseil d'administration : Mme

Maria Rosa Sabbatelli, Chef d'Unité, Paix et Stabilité - Menaces Globales, Service des Instruments de Politique Étrangère, Commission Européenne

Allemagne, Finlande, Pays-Bas et Norvège

Membre du conseil d'administration : Mme

Anka Feldhusen, Directrice de la Prévention des Crises Civiles et de la stabilisation, Ministère Fédéral des Affaires Étrangères de l'Allemagne

Membre suppléant du conseil

d'administration : S.E. Mme Päivi Kairamo, Ambassadrice Chargée de la Coopération Antiterroriste, Service Juridique, Ministère des Affaires Étrangères de Finlande

Ghana et Nigeria

Membre du conseil d'administration : S.E. M.

Abiodun Richards Adejola, Ambassadeur et Représentant Permanent, Mission Permanente de la République Fédérale du Nigeria Auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Edward Asomani, Coordinateur de la Sécurité Nationale, Ministère de la Sécurité Nationale de la République du Ghana

Irak et Tunisie

Membre du conseil d'administration : Mme

Neila Feki, Présidente de la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme de la République Tunisienne

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Ali Abdullah Abbas Al-Bdair, Chef du Comité National de Lutte Contre l'Extrémisme, Bureau du Conseiller à la Sécurité Nationale de la République d'Irak

Kenya, Mozambique, et Somalie

Membre du conseil d'administration :

M. Kibiego Rotich Kigen, Directeur du Centre National de Lutte Contre le Terrorisme du Kenya

Membre suppléant du conseil

d'administration : M. Abdullahi Mohamed Nor, Directeur Général du Centre National de Tubsan pour la Prévention et la Lutte Contre l'Extrémisme Violent ; Conseiller Principal du Président du Gouvernement Fédéral de Somalie

Secteur privé et fondations

Membre du conseil d'administration :

M. Anthony Carroll, Directeur Fondateur, Acorus Capital ; Professeur Adjoint, Université Johns Hopkins

Membre suppléant du conseil

d'administration : Dr Atsushi Sunami, Président de la Fondation Sasakawa pour la Paix

Qatar

Membre du conseil d'administration : S.E.

M. Faisal Abdullah Al-Henzab, Ambassadeur et Envoyé Spécial du Ministre des Affaires Étrangères de l'État du Qatar pour la Lutte Contre le terrorisme et la Médiation, Ministère des Affaires Étrangères de l'État du Qatar

Suisse

Membre suppléant du conseil

d'administration : Dr Daniel Frank, Coordinateur en Chef pour la Lutte Internationale Contre le Terrorisme, Département Fédéral des Affaires Étrangères de la Suisse

Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique

Membre du conseil d'administration :

M. Ian Moss, Coordinateur Adjoint pour la Lutte Contre le Terrorisme, Bureau de la Lutte Contre le Terrorisme, Département d'État Américain

Membre suppléant du Conseil : S.E.

Mme Hema Kotecha, Ambassadeur et Représentant Permanent Adjoint, Mission Permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Auprès de l'Office des Nations Unies et des Autres Organisations Internationales à Genève

Membres du Comité d'examen indépendant

Le Comité d'Examen Indépendant (CEI) est un groupe impartial d'experts nommés par le Conseil d'administration pour fournir des évaluations techniques rigoureuses des demandes de financement reçues par GCERF. Le groupe garantit la qualité de la programmation, la spécificité de la PEV et l'alignement sur les priorités nationales. Il fournit également des conseils d'experts sur les évaluations des pays et les stratégies d'investissement du GCERF. Les membres du panel sont institutionnellement indépendants du secrétariat et du conseil d'administration du GCERF. Chaque membre siège à titre personnel, sans lien avec son employeur, son gouvernement ou une autre entité.



Achaleke Christian Leke
directeur exécutif, Local Youth Corner Cameroon



Fatima Star U. Lamalan
chargée de projet au Forum Civil Peace Service / forumZFD - Programme Philippines



Richard Danziger
président de l'IRP, ancien chef de mission de l'OIM et directeur régional principal de l'OIM



Dr Andrew Glazzard
Directeur Exécutif or Professeur à l'Université de Coventry ; Jennings Randolph Senior Fellow à Institut pour la Paix des Etats-Unis



Gazbiah Sans
directrice, PVE Works



Rida Lyammouri
chercheur principal, Policy Center for the New South et conseiller principal pour Sahel et l'Afrique de l'Ouest



Dr David Malet
professeur associé de justice, de droit et de criminologie, American University



John Sampson
directeur principal, portefeuille de l'Afrique orientale et australe, DAI



Dr Takeshi Kohno
professeur de sciences politiques, Université Toyo Eiwa, Yokohama, Japon



Deka Anwar
analyste de recherche, Institut pour l'analyse politique des conflits



Maud Roure
directrice exécutive adjointe et responsable des programmes, Fondation Kofi Annan



Eya Jrad
directeur fondateur, Al Meshkat Center for Applied Research and Technical Assistance (M.A.R.T.A)



Dr Medinat Abdulazeez Malefakis
maître de conférences au département des sciences humaines, sociales et politiques, ETH Zürich

Processus d'octroi de subventions

L'approche du GCERF en matière d'octroi de subventions consiste à identifier des organisations de niveau national pour diriger un consortium de partenaires locaux dans chaque pays. Par exemple, en novembre 2024, GCERF a signé trois subventions de consortium au Ghana, chacune comprenant des partenaires qui mettent en œuvre des activités spécifiques dans des communautés désignées dans le nord du Ghana. Au total, les trois consortiums comprennent 11 partenaires de mise en œuvre. Cette approche permet aux chefs de file des consortiums d'identifier et de travailler avec des partenaires locaux qui jouissent de la confiance des communautés, ce qui se traduit par une mise en œuvre plus efficace et une durabilité à plus long terme.



Liste des OSC principales et des partenaires co-mise en œuvre

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Albanie	Terre des hommes (Tdh)	1.07.2023	31.12.2025	Tirana Legal Aid Society (TLAS) Instituti per Aktivizem dhe Ndryshim Social (IANS)
	Institute for Democracy and Mediation (IDM)	6.01.2021	31.01.2024	Observatory for Children's Right Woman Center for Development and Culture Albania (WCDCA)
	Counselling Line for Women and Girls (CLWG)	1.10.2024	31.08.2025	Gender Alliance for Development Center Center Media and Social Issues
	Counselling Line for Women and Girls (CLWG)	1.06.2021	31.12.2024	Gender Alliance for Development Center Albanian Helsinki Committee Interreligious Council Albania International Association for Solidarity
Bangladesh	Initiative for Social Change Arsis	1.08.2024	31.07.2026	Albanian Center for Population and Development (ACPD)
	Rupantar	1.09.2019	30.06.2024	Agrogoti Sangstha (AG) Proyas Manobik Unnayan Society (PMUS) Barendra Unnayan Prochesta (BUP) Anagrasar Samaj Unnayan Sangstha (ASUS)
	Young Power in Social Action (YPSA)	7.01.2022	30.06.2024	
Bosnie-Herzégovine	Atlantic Initiative	3.01.2022	31.03.2025	

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Burkina Faso	Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA)	1.01.2023	31.12.2025	Centre pour la qualité du droit et de la justice association des jeunes pour le bien être familial
	Association KEOOGO	1.01.2023	30.06.2025	Cellule de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (CellRad)
	Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-Dori)	1.01.2022	31.12.2024	Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS) Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN)
	Agence Technique pour l'Action Humanitaire et Sociale (ATAHS)	1.01.2024	30.06.2026	Halt Death Stalker (HDS)
Tchad	Association Tchadienne pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (ATPDH)	1.06.2024	31.12.2025	Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF)
	Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH)	1.01.2024	31.12.2026	Association pour la Promotion des Initiatives (ACTION) Association des Femmes Allaitantes (AFA)
Ghana		1.12.2023	31.12.2024	N/A
	Star Ghana	1.12.2024	30.06.2027	Belim Wusa Development Association (BEWDA) Social Initiative for Literacy and Development Program (SILDEP) Savannah Women Integrated Development Agency (SWIDA) Ghana
	Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana)	1.12.2024	30.06.2027	African Students for Interfaith Tolerance (ASFIT) Rural Initiatives for Self-Empowerment (RISE-Ghana) Centre for Advancing Rural Opportunity (CARO)
	Norsaac	1.12.2024	31.12.2027	Capacity Enhancement and Community Support (CAPECS) AFRIKIDS

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Irak	Iraqi Institution for Development (IID)	11.07.2024	31.12.2025	N/A
	Ashour Iraqi Foundation for Relief and Development (ARD)	1.01.2024	30.06.2026	Hebaa Foundation for Sustainable Development (HFSD)
	Ashour Iraqi Foundation for Relief and Development (ARD)	11.07.2024	31.12.2025	Soqya Foundation for Relief and Development (SOQYA)
	Peer Organisation for Youth Development (Y Peer)	1.01.2024	30.06.2026	Platform Center for Sustainable Development (PSD Iraq)
	Aid Gate Organisation (AGO)	1.01.2024	31.12.2025	
	Aid Gate Organisation (AGO)	11.07.2024	31.12.2026	Dream organization Human Line Foundation
	United Iraqi Medical Society (UIMS)	13.08.2024	31.12.2025	
	Tadhamun Iraqi League for Youth (TILY)	13.08.2024	31.12.2025	

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Kenya	Act, Change, Transform (Act!)	1.10.2021	31.03.2025	Strategies for Northern Development (SND) Youth Arts, Development and Entrepreneurship Network (YADEN East Africa) Social Welfare Development Programme (SOWED) Caritas Meru Midrift Hurinet Worthy Vision Kiunga Youth Bunge Initiative (KYBI) Foundation for Dialogue (FFD) Voice Of Peace for all in the Horn of Africa (VOPA) Tana River Peace Reconciliation and Development (TRPRD) Human Rights Agenda (HURIA) Youth and Women for Peace and Sustainable Development (YOWPSUD)
	Regional Pastoralists Peace Link (RPPL)	1.01.2024	31.12.2025	African Child Development Organisation (ACDO) Action For Sustainable Change (AFOSC)
	Centre for Sustainable Conflict Resolution (CSCR)	1.06.2023	31.03.2024	N/A
	Centre for Human Rights and Policy Studies (CHRIPS)	1.01.2024	31.12.2025	Centre for Sustainable Conflict Resolution (CSCR) Human Rights Agenda (HURIA) Rights Organisation for Advocacy and Development (ROAD International) Regional Pastoralists Peace Link (RPPL)

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Kosovo	Community Development Fund (CDF)	1.01.2021	29.02.2024	Integra Institute of Psychology
	Community Development Fund (CDF)	1.03.2024	31.08.2026	Integra Institute of Psychology Jahjaga Foundation
	Advocacy Training and Resource Centre (ATRC)	1.01.2023	30.06.2026	Balkan Investigative Reporting Network (BIRN) RinOn Community building Mitrovica
	Syri I Vizionit (SiV)	01.10.2023	30.09.2026	EduTask Institute NGO Aktiv
	Foundation for Tolerance International (FTI)	1.07.2024	30.06.2026	Search for Common Ground Public Union of Women "Mutakallim" Foundation DIA
Kirghizistan	SOS Children's Villages	1.07.2024	30.06.2026	Childhood Institute Center for Development and Protection of Vulnerable Population Groups SOS Children's Villages Kyrgyzstan
	Initiatives – Conseils – Développement (ICD-Mali)	1.01.2022	30.06.2025	APAPE/PH
Mali	Think Peace	1.01.2022	31.12.2024	CellRad antenne Mali
	Femmes et Développement (FEDE)	1.01.2023	31.12.2024	Association Sinignessigi

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Mauritanie	Appui au Développement Intégré des Communautés Rurales (ADICOR)	1.01.2024	30.06.2026	Centre Tafa pour la promotion de la démocratie et des droits humains Union pour le Développement
	Eco-Développement (ECODEV)	1.11.2023	30.04.2026	CELLRAD SOS Exclus
	Initiatives pour le Développement (Initiatives Dev)	1.01.2024	31.12.2025	Réseau Régional des Associations de Jeunes (RERAJ) Association Mauritanienne de Développement de Recherche et de suivi (ADRES) Association Mauritanienne pour la Promotion de l'Education des Filles (AMPEF)
	Bienfaisance sans frontières (BSF)	1.12.2024	31.05.2026	Organisation Lutte Contre La Pauvreté et Soutien Aux Classes Vulnérables (LCPSCV) Association des Femmes Volontaires du Développement (AFVD)
Mozambique	Association for Support and Legal Assistance to Communities (AAAJC)	1.01.2024	31.12.2026	Associação Para o Desenvolvimento Sustentável (OLIPA – ODES) União das Cooperativas Agro-Pecuarías do Distrito de Lichinga (UCA) Fórum das organizações Femininas do Niassa (FOFeN) Associação ASSANA
	Action Aid Mozambique	1.01.2024	31.12.2026	Conselho Cristão de Moçambique – Delegação de Cabo delgado (CCM – CD)
	MASC Foundation	1.01.2024	31.12.2026	Associação de Desenvolvimento Comunitario Mukhaleiro (Mukhaleiro) Associação Multisectorial para o Desenvolvimento Sustentavel (AMULTSDS) Centro de Promoção à Cidadania (CEPCI)

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Niger	Association Nigérienne pour un Développement Durable (GARKUA)	1.02.2023	31.01.2025	
	Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Éducation Citoyenne (MOJEDEC)	1.05.2022	31.12.2024	Cadre de Concertation des Associations des Jeunes de Tillabéri (CCAJ) Groupe d'Action pour le Développement Rural (ONG GADER)
	Geo Analytics	1.06.2023	31.12.2026	
Nigéria	Action Aid Nigeria	1.01.2022	30.06.2025	Dispute Resolution and Development Initiative (DRDI) Global Peace Development (GPD)
	WEP	1.01.2022	31.08.2024	Murna foundation
Macédoine du Nord	Northeast Youth Initiative for Development (NEYIF)	1.07.2022	30.06.2025	AI Yateem Charity Initiative
	Macedonian Center for International Cooperation (MCIC)	1.07.2021	30.09.2025	Association of Citizens "NEXUS Civil Concept" (NEXUS) Association for Active and Healthy Development of Women and Children "Pleiades" (PLEIADES) Initiative for European Perspective (IEP) Association for Civic Activism and Encouraging Social Responsibility "Horizon Civitas" (HORIZON CIVITAS)
	Macedonian Young Lawyers Association (MYLA)	1.07.2021	31.12.2025	Open Gate La Strada Search for Common Ground Centre for tolerance and long life learning

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Philippines	Consortium of Bangsamoro Civil Society (CBCS)	1.01.2023	31.12.2025	Integrated Mindanaos Association for Natives (IMAN) Woman Center for Development and Culture Albania (WCDCA) Tarbilang Foundation Gagnidlan Mindanao Women Lamitan City Rose Women Organization
	Initiatives for International Dialogue (IID)	1.01.2023	31.12.2025	United Youth for Peace and Development (UNYPAD) Balay Alternative Legal Advocates for Development in Mindanao (BALAOD Mindanao) Kalimudan sa Ranao Foundation (KFI) Teduray Lambangian Women's Organization (TLWOI)
	Mahintana Foundation	1.01.2023	31.12.2025	Kasilak Development Foundation OND Heses Foundation Maguindanaon Development Foundation Tribal Leaders Development Foundation Super Lumba
	Teach Peace Build Peace Movement	1.01.2023	31.12.2025	Guinaoapan Youth Action Organization Alliance of Magnanimous Youth Leaders
	"Philippine Center for Islam and Democracy (PCID)"	1.01.2024	30.09.2026	Center for Local and Regional Governance
	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	1.07.2023	31.12.2025	Ateneo de Davao University – Madaris Volunteer Program (AdDU – MVP) Al Mujadilah Development Foundation (AMDF) Magungaya Mindanao Incorporated (MMI)
	Ecosystems Work for Essential Benefits (ECOWEB)	1.08.2023	31.12.2025	Iligan City Confederation of Madaris and Mahad Associations (ICOMMAS) Senator Ninoy Aquino College Foundation (SNACFI) Thuma Ko Kapagingud Service Organization

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Sri Lanka	Helvetas Sri Lanka	15.03.2021	31.12.2025	The Local Initiatives for Tomorrow (LIFT) Asia Lanka Social Development Cooperation (ALSDC) Care Path Lanka (CCPL) Group Action for Social Order (GAFSO) The Lanka Development Journalist Forum (LDJF)
	Somali Lifeline Organisation (SOLO)	1.01.2023	31.12.2024	N/A
	Horn of Africa Peace Network (HAPEN)	1.01.2022	28.02.2025	Iftiin Foundation Message to the Audience (M2A) Integrated Development Foundation (IDF)
Somalie	African Network for the Prevention and Protection Against Child Abuse and Neglect (ANPPCAN-Somalia)	1.01.2024	31.12.2025	Somali Youth Vision (SYV) Scaling-up Humanitarian Assistance & Development (SUHAD)
	Elman Peace Centre (EPC)	1.01.2024	31.03.2026	Jubba Valley Institute (JVI) Youth Empowerment Education Lifeline Organization (YEELO)
Syrie	Emel Yerdimlasma Ve Kalkinma Derengi (Amal Organization for Relief and Development)	1.01.2024	30.06.2025	Amal Organization for Relief and Development - Syria Seeds of Peace for Relief and Development (SOP) - left

Pays	OSC principales	Date de début	Date de fin	Partenaires co-mise en œuvre
Tunisie	Forum El Jahedh (FEJ)	1.01.2022	31.12.2025	Tunisia Plus
	Association Friguia pour les Stratégies	1.07.2022	31.12.2025	Association Khmir Environnement et Développement Association Société développements et citoyenneté
	We Love Sousse (WLS)	7.01.2022	31.12.2025	Association Tunisienne de Développement et Formation ADO+ Forum de la jeunesse pour la culture de la citoyenneté ACTED
Yémen	Ifrikya Center for Common Ground (ICCG)	15.04.2024	31.12.2025	Union National de la Femme Tunisienne à Kairouan (UNFTK) Organisation Tunisienne des Scouts
	DEEM For Development Organization	1.01.2024	31.12.2026	Estijabah Foundation for Humanitarian Aid and Relief Qatarat Foundation for Development
Yémen	Resonate! Yemen	1.01.2024	31.12.2026	Martyr Bin Habrish Foundation for Development (BHF) Youth Without Borders Organization (YWBOD) Afaq Shababia Foundation (ASF)

Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du GCERF et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des organisations et des personnes qui y sont nommées.